

LE DEVOIR

Vol. XCVII N° 11

LES SAMEDI ET DIMANCHE 21 ET 22 JANVIER 2006

2,18 \$ + TAXES = 2,50 \$

Bleu... minoritaire?

Harper fait-il encore peur aux Canadiens?



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

CLAIRANDRÉE CAUCHY

On prédisait une campagne électorale ennuyeuse, une copie carbone de celle de 2004. Les blasés ont eu tout faux. Contre toute attente, le Parti conservateur a pris la tête dès le retour des Fêtes, tant et si bien qu'il flirte au fil des sondages avec une majorité. Même le Québec semble vouloir introduire une nouvelle teinte de bleu au sein de sa députation. Qui l'eût cru?

À 48 heures du scrutin, le suspense est encore intense. S'il devient de plus en plus certain que les Canadiens éliront lundi un gouvernement conservateur, un doute important subsiste encore quant à savoir si celui-ci sera majoritaire ou minoritaire.

Un sondage Ipsos-Reid auprès d'un impressionnant échantillon de plus de 8000 Canadiens, publié en début de semaine, laissait entrevoir la possibilité d'une faible majorité, avec 38 % d'appui au PC, contre 26 % pour les libéraux, avec une marge d'erreur de 1,1 %. La firme de sondage prédisait qu'avec un tel résultat, le PC pourrait récolter jusqu'à 153 sièges, alors qu'il en a besoin de 155 pour obtenir la majorité.

Ces derniers jours, d'autres sondages, effectués au moment où les supputations sur l'éventualité d'un gouvernement majoritaire allaient bon train, ont montré un très léger fléchissement de l'appui aux conservateurs. Quoi qu'il en soit, les intentions de vote en faveur des conservateurs continuent d'oscil-

ler entre 36 % et 38 % selon les firmes de sondage, qui ne manquent pas d'ouvrage ces jours-ci.

Si la montée des conservateurs est surprenante en soit, elle l'est encore plus au Québec. Tous les sondages indiquent que les conservateurs devançant maintenant les libéraux au Québec, grugeant à la fois des votes au Bloc québécois et au PLC. Une tendance qui semble surtout le fait des électeurs en région, à en croire les coups de sonde dans quelques comtés.

Dernier blitz

Les chefs ont entamé hier un dernier blitz de tournée électorale avant que les machines électorales prennent le relais dans les comtés pour «faire sortir

le vote». Fort de sa percée potentielle au Québec, le chef conservateur a fait campagne hier dans les comtés chauds de l'Ontario, sur le thème de l'unité canadienne, que Paul Martin semble maintenant avoir délaissé complètement.

«Ne vous y trompez pas, tous les votes en faveur du Parti libéral donnent des munitions aux bloquistes pour dire que le fédéralisme est corrompu. On ne peut pas avoir cela, on doit élire un nouveau gouvernement pour ce pays», a martelé Stephen Harper, en invitant à «dépêcher le Canada» en appuyant le Parti conservateur.

Ironiquement, Stephen Harper entame le dernier droit de la campagne sur un thème que son rival Paul Martin tentait d'imposer avant les Fêtes en qualifiant

VOIR PAGE A 10: BLEU

Panique au culturel

■ *Le milieu craint de perdre la subvention promise au Conseil des arts du Canada*

■ *Bev Oda est fort appréciée par les producteurs et les télédiffuseurs*

STÉPHANE BAILLARGEON
PAUL CAUCHON

La volte-face conservatrice au sujet du financement du Conseil des arts du Canada (CAC) suscite de profondes inquiétudes, tant au sein de

l'organisme fédéral qu'auprès de sa clientèle. L'éventuelle adoption de critères politiques ou moraux pour guider les décisions de l'organisme subventionnaire ne rassure pas davantage le milieu culturel.

«Les conservateurs sont en train de se dédire», note Simon Brault, vice-président du CAC. *Je constate un changement dans les positions. C'est inquiétant. Il devient urgent que Stephen Harper prenne position.*

Le PC a tenu des propos contradictoires depuis une semaine. La députée ontarienne Beverly Oda, porte-parole conservatrice en matière de culture, a d'abord affirmé à l'émission

VOIR PAGE A 10: PANIQUE

INDEX

Actualités.....	A 5	Idées.....	B 5
Annonces.....	C 9	Monde.....	A 8
Avis publics.....	C 8	Mots croisés.....	C 8
Bourse.....	C 4	Météo.....	C 8
Carrières.....	C 6	Perspectives.....	B 1
Décès.....	C 9	Rencontres.....	D 2
Économie.....	C 1	Sports.....	C 7
Editorial.....	B 4	Sudoku.....	D 5

«God bless Canada»

Pour les organisations de droite, la victoire de Harper serait un début et non un aboutissement



Stephen Harper

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«God bless Canada»: c'est par cette expression pour le moins connotée que le chef conservateur Stephen Harper, en route vers la victoire lundi, termine plusieurs de ses discours en anglais. Malgré ces accents religieux américains, aucune organisation religieuse ou de philosophie conservatrice n'ose dire ouvertement qu'elle appuie le parti de M. Harper, bien que plusieurs candidats en soient issus. D'une part par stratégie: le parti a tout fait pendant la campagne pour museler cette portion de sa base. D'autre part parce que ces organisations ont l'ambition de construire au Canada un véritable «mouvement conservateur» qui maintiendra la pression sur le gouvernement pendant tout le mandat et au-delà. Selon elles, la victoire de Harper ne serait qu'un début et non un aboutissement.

ANTOINE ROBITAILLE

En entendant «God bless Canada» dans la bouche de Stephen Harper, Clifford Krauss, correspondant du *New York Times*, a été intrigué. «Il est assez inhabituel — surtout au Québec, mais aussi ailleurs au Canada — d'entendre une telle chose chez vous», raconte Krauss, en poste depuis quatre ans dans notre dominion. «Vos politiciens parlent rarement de Dieu ou de leurs croyances religieuses. Les églises sont de plus en plus vides et le mariage homosexuel a été légalisé.» Selon Krauss, qui suit la campagne électorale fédérale, Stephen Harper ose cette finale déiste pour plusieurs raisons: d'abord pour se distinguer des libéraux, «qu'on n'imaginerait jamais dire une telle chose». Ensuite, il fait ainsi plaisir à «une partie de sa base».

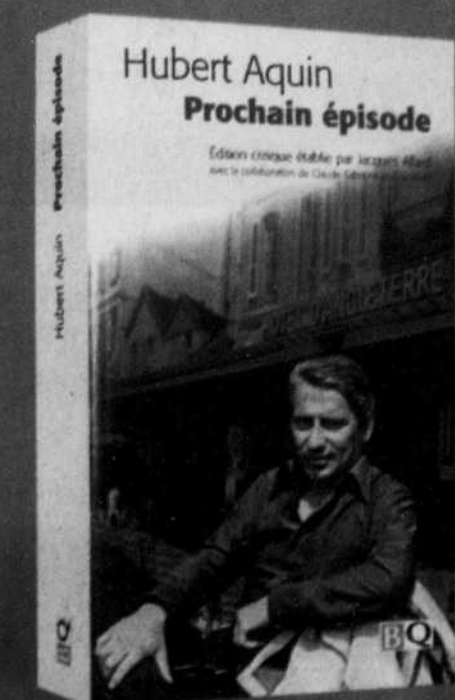
VOIR PAGE A 10: CANADA

ÉLECTIONS 2006

Les batailles du Québec et de l'Ontario, les derniers soubresauts de la campagne, des commentaires et des analyses

■ À lire en pages A 2, A 3, A 4, A 5, A 6, B 3, B 4, B 6 et C 1

BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE



Roman de la révolution, de l'amour et du pays

384 pages • 11,95 \$

www.livres-bq.com

ÉLECTIONS FÉDÉRALES



Les ministres Pierre Pettigrew, Liza Frulla, Jean Lapierre, Lucienne Robillard, Irwin Cotler et Stéphane Dion ont rencontré la presse hier afin de mettre en garde les Québécois contre le changement qu'ils s'apprentent à opérer à la direction des affaires de l'État. «M. Harper veut faire reculer l'horloge», a déclaré Jean Lapierre, qui doit batailler pour conserver son siège de député.

JACQUES GRENIER LE DEVOIR

La vision libérale de l'apocalypse

«Le vieux fond réformiste va refaire surface», prévient Jean Lapierre

ROLLANDE PARENT

Les électeurs canadiens ont beau avoir le goût du changement, ils devraient y penser à deux fois avant d'opter pour les conservateurs, dont ils ont toutes les raisons du monde de se méfier, ont averti hier sept influents candidats libéraux de la région métropolitaine.

Les sept ministres du Québec, Lucienne Robillard, Stéphane Dion, Pierre Pettigrew, Liza Frulla, Irwin Cotler, Jacques Saada et Jean Lapierre, ont tour à tour indiqué en conférence de presse ne pas être du tout surpris par l'appétit de changement des électeurs face au Parti libéral, en poste depuis 12 ans, mais ils ont aussitôt brandi les divers dangers qu'il y a à se défaire des libéraux.

M. Lapierre estime que les électeurs risquent d'être renversés par la face cachée des conservateurs,

des gens de droite à qui le chef Stephen Harper a imposé le silence.

«Son agenda est un agenda de droite. Il se retient. Ce n'est rien, là. M. Harper s'est calmé un peu pendant la campagne électorale, mais vous n'avez pas vu la vraie nature de Bernadette, quand il va enlever la muselière à ses candidats et candidates», a lancé M. Lapierre.

«Quand vous allez voir la vraie nature de Bernadette, il y a beaucoup d'éléments d'extrême droite, et le vieux fond réformiste va refaire surface», a-t-il averti.

Pour Pierre Pettigrew, titulaire sortant des Affaires étrangères, il importe que «la politique étrangère canadienne ne soit pas faite par Washington, une perspective qui fait déjà saliver l'administration Bush», a-t-il dit.

Aux yeux de Stéphane Dion, ministre sortant de l'Environnement, les électeurs ont le choix «entre la vision de Paul Martin et l'abdica-

tion de M. Harper pour ce qui est de l'efficacité énergétique et la réduction des gaz à effet de serre».

«M. Harper brûlerait ce plan [de Kyoto]. Plutôt que d'investir dans des mesures visant à réduire les émissions de gaz à effet de serre, il accorderait des baisses d'impôt», a avancé M. Dion, qui estime que «les gens doivent voter en pensant à Kyoto».

Quant à l'ancien ministre de la Justice, Irwin Cotler, il a dénoncé les propos tenus par Harper relativement aux juges libéraux.

«Voulons-nous un leader qui manque de respect quant à l'indépendance de la magistrature?», a-t-il demandé.

Pour Liza Frulla, responsable de la Culture, «s'il est un secteur où les différences entre les libéraux et les conservateurs sont fondamentales, c'est bien celui de la culture».

Il est clair pour elle qu'un gouvernement conservateur ferait fi des intentions libérales d'augmen-

ter le soutien financier dans le secteur des arts et des lettres. Subirait le même sort, prédit-elle, la protection du contenu canadien, notamment par le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC), visant à maintenir la diversité culturelle face aux États-Unis.

Aux journalistes de CBC et de Radio-Canada, elle a tenu à souligner l'intention de conservateurs de réduire le financement de la télévision publique en le ramenant à sa part de marché.

Finalement, le lieutenant politique pour le Québec, Jean Lapierre, a résumé ainsi la situation:

«L'appétit légitime pour le changement ne doit pas faire perdre de vue aux électeurs qu'ils ont le choix entre deux visions et deux systèmes de valeurs. M. Harper veut faire reculer l'horloge», a-t-il affirmé.

Presse canadienne

Harper n'a pas tout dit, martèle Duceppe

Loi 101, déséquilibre fiscal et présence internationale du Québec, le chef conservateur est sommé de préciser sa pensée

LIA LÉVESQUE

Québec — Pas de «chèque en blanc» pour Stephen Harper le 23 janvier, martèle Gilles Duceppe.

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, a repris hier son idée voulant que le chef conservateur, Stephen Harper, demeure imprécis sur plusieurs de ses positions et engagements électoraux. Et M. Harper doit tirer le tout au clair d'ici lundi pour que les électeurs sachent à quoi s'en tenir avant de voter.

«Je refuse de donner un chèque en blanc à Stephen Harper», s'est-il exclamé, alors qu'il faisait campagne dans la circonscription de Pontiac, en Outaouais, hier matin.

M. Duceppe cite la question du déséquilibre fiscal — toujours pas chiffré par M. Harper —, la loi 101 et la place du Québec sur la scène internationale. Sur ces questions, dit-il, M. Harper n'a pas corrigé ses affirmations passées ou ne dit pas clairement ce qu'il fera.

M. Duceppe a aussi déploré les prises de position de M. Harper sur l'accord de Kyoto et sur le bouclier antimissile américain.

A Masson-Angers, dans le comté de Pontiac, M. Duceppe a visité l'usine Papier Masson. Les travailleurs présents l'ont bien accueilli, s'arrêtant parfois pour lui faire la conversation.

Dans Pontiac, la candidate bloquiste Christine Émond-Lapointe fait une chaude lutte au conservateur Lawrence Cannon, d'après des sondages.

Et le Bloc espère aussi remporter des sièges ailleurs, en Outaouais, où il a d'ailleurs obtenu l'appui de la section régionale de l'Alliance de la fonction publique du Canada.

«Nous avons de très bonnes chances d'effectuer une percée et ce serait une première. Et ça sera une première», s'est exclamé M. Duceppe.

«Nos militants, nos bénévoles, nos partisans doivent faire sortir le vote. Je leur demande de donner tout ce qu'ils ont dans le ventre car les prochains jours seront déterminants», a lancé le chef du Bloc québécois.

Loi 101

Par ailleurs, M. Duceppe s'est montré insatisfait des réponses obtenues de Stephen Harper sur ses intentions par rapport à la Charte de la langue française. Jeudi, M. Duceppe avait ressorti des déclarations de M. Harper datant de 2002, dénonçant les «restrictions linguistiques» au Québec et le fait que l'organisme que M. Harper présidait en 1999 avait financé une contestation de la loi 101 devant les tribunaux. M. Duceppe avait ensuite demandé à M. Harper s'il était prêt à s'engager à ce que le gouvernement fédéral ne finance pas une éventuelle contestation de la loi 101.

Hier, M. Harper a répliqué que, s'il est élu premier ministre, il respectera la compétence de l'Assemblée nationale.

«Dans le passé, a-t-il dit, le Parti conservateur a appuyé le projet de loi S-3 et nous avons insisté sur un amendement pour respecter la compétence du Québec.»

S-3 est une loi du Sénat qui per-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

«Je refuse de donner un chèque en blanc à Stephen Harper»

met aux communautés francophones et anglophones de poursuivre le gouvernement fédéral si la Loi sur les langues officielles n'est pas respectée.

M. Harper a admis que la loi 101 a eu des effets positifs au Québec au fil des ans.

«Mais ce sont des décisions de l'Assemblée nationale, pas du fédéral, et je dis depuis des décennies que je crois que le gouvernement fédéral ne doit pas intervenir dans les compétences provinciales.»

Mais M. Duceppe est revenu à la charge durant la journée hier.

«C'est bien beau de dire qu'on respecte les compétences du Québec, ça c'est une chose. Mais est-ce qu'il s'engage à ce que le fédéral ne subventionne pas des groupes qui vont contester la loi 101? Va-t-il faire indirectement ce qu'il ne peut faire directement?»

M. Harper a également été interrogé pour savoir s'il demanderait à ses éventuels ministres d'apprendre le français, deuxième langue officielle du Canada, s'il est élu lundi.

«Évidemment, les deux langues officielles, c'est quelque chose d'important et c'est un grand avantage pour un homme et une femme politique au niveau fédéral. Je n'ai pas l'intention, à ce moment, de parler des choses d'un nouveau cabinet jusqu'à ce que je reçoive un mandat de la population», a répondu M. Harper.

En matinée, dans un restaurant de la circonscription de Papineau, à Montréal, M. Duceppe avait rencontré plusieurs membres de communautés culturelles venus appuyer le Bloc.

En après-midi, il accordait en rafale des entrevues à des médias de Québec.

Presse canadienne

Du 7 au 29 janvier
Des prix exceptionnels sur tous les articles en magasin



Ouvert les dimanches

MONTRÉAL — 505, avenue du Président Kennedy (514) 350-9070

OTTAWA — 22, rue York (613) 860-3273

TORONTO — 101, rue Parliament (416) 366-3273

www.roche-bobois.com

rochebobois

LA VRAIE VIE COMMENCE À L'INTÉRIEUR



Andrée JOLICOEUR
Luce SABOURIN

TROUSSE DE
DÉPANNAGE EN
LECTURE 7 BOITIERS

Pour répondre aux demandes
des parents, des enseignants et
des orthopédagogues

GUÉRIN, éditeur ltée
(514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

DERNIÈRE SEMAINE...

LE 28 JANVIER, LE MONTMARTRE EST OFFICIELLEMENT MIS EN VENTE.

Il est donc encore temps pour vous de profiter de nos prix pré-ouverture. Venez rencontrer un de nos représentants et réservez votre unité à des prix de lancement!

VIBREZ AU RYTHME DE LA VIE ARTISTIQUE ET CULTURELLE DE MONTRÉAL!

Vous serez charmé par la splendeur du site et des arbres centenaires qui orneront votre futur jardin.

UNE OCCASION À NE PAS MANQUER!

BUREAU DES VENTES : 170, SHERBROOKE EST, MONTRÉAL / (514) 849-7666

Lun. au ven. : midi à 18 h - Sam. et dim. : midi à 17 h - Ou sur rendez-vous / www.lemontmartre.ca - info@lemontmartre.ca



ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Chasser les libéraux favorisera l'unité du pays, selon Harper

Le chef conservateur doit expliquer pourquoi son entourage cache certains de ses candidats

ALEC CASTONGUAY

Toronto — C'est un Stephen Harper écartelé entre l'offensive et la défensive qui a entrepris la dernière fin de semaine de la campagne électorale hier, dans la région de Toronto. Multipliant les apparitions dans les banlieues libérales de la métropole ontarienne, le chef conservateur a lancé un vibrant appel à l'unité nationale, soutenant que chaque vote pour le Parti conservateur «est un message envoyé au reste du pays» et aux «séparatistes du Québec». Mais, comme la veille, Stephen Harper a dû s'expliquer sur les raisons qui poussent son équipe à cacher certains candidats controversés pour ne pas qu'ils parlent aux médias.

Le Parti conservateur étant maintenant en avance sur le Parti libéral dans les intentions de vote au Québec, Stephen Harper affirme qu'il est la seule formation politique à pouvoir faire élire des députés dans toutes les provinces. Il a d'ailleurs lancé un message sans équivoque aux Ontariens hier: «Si les libéraux sont réélus, les scandales, les cachettes et les enquêtes vont continuer. Et ne nous y trompons pas, tous les votes en faveur du Parti libéral donnent aux séparatistes du Québec les munitions pour dire que le fédéralisme est corrompu. On ne peut pas avoir ça! On doit avoir un nouveau gouvernement pour ce pays», a-t-il lancé, répétant le même message en français.

«Tous les votes en faveur du Parti libéral donnent aux séparatistes du Québec les munitions pour dire que le fédéralisme est corrompu»

«Je demande à tous les Canadiens de faire un vote qui envoie un message. Lundi, nous avons l'occasion de ramener ensemble l'Est et l'Ouest, les anglophones et les francophones, les villes et les campagnes, les nouveaux et les anciens Canadiens. Nous avons besoin d'un gouvernement positif qui regarde vers le futur», a-t-il dit.

Les troupes de Stephen Harper ont beau être solidement en tête à l'échelle nationale, la lutte est beaucoup plus serrée en Ontario, notamment dans les banlieues de Toronto, ce qu'on nomme le 905 en raison du code régional téléphonique. La caravane conservatrice s'y attarde depuis deux jours, alors que le départ vers l'ouest du pays est constamment retardé pour accorder le maximum de visibilité à Stephen Harper dans la province qui décidera de la couleur du gouvernement lundi soir. La campagne du PC augmente d'ailleurs le rythme, alors que Stephen Harper prononce des discours plus courts et plus fougueux dans trois ou quatre endroits différents par jour.

Candidats invisibles

Mais si le chef conservateur prenait l'offensive hier, il a par contre dû se défendre en point de pres-



Le chef conservateur Stephen Harper autographie une affiche lors d'un arrêt à Mississauga.

se, talonné par les journalistes au sujet des agissements de son équipe, qui empêche les médias de questionner certains candidats plus controversés lorsque la caravane passe dans leur coin. Jeudi, à deux reprises des candidats qui avaient fait des déclarations controversées dans le passé ont été tenus à l'écart, prétextant des réunions importantes.

Hier matin, c'était au tour d'un candidat de la région de Mississauga, au sud de Toronto, d'être poussé dans l'ascenseur de l'hôtel à l'arrivée des journalistes, même si aucune information ne laissait entendre que ce candidat était un quelconque extrémiste, contrairement aux pro-vie et aux anti-mariage gai de la veille.

Sans compter qu'en après-midi, les journalistes ont appris que Stephen Harper était allé saluer sa controversée candidate pro-vie dans la grande région d'Ottawa, Cheryl Gallant, lors d'un souper avec une poignée de militants dans un restaurant, et ce, sans permettre aux médias de le suivre. C'était samedi dernier, alors qu'un changement d'horaire en raison du mauvais temps a forcé le convoi conservateur à prendre une nouvelle route.

L'autobus du chef a alors bifurqué vers le comté de Mme Gallant, alors que les véhicules des médias ont poursuivi leur route. Mercredi, le journal local publiait une photo couleur du chef et de la candidate, actuellement députée aux Communes. Le directeur des communications de Stephen Harper, Williams Stairs, a soutenu que le changement

de dernière minute avait permis cet arrêt imprévu, sans préciser pourquoi les médias n'ont pas été invités pour l'occasion.

Stephen Harper a soutenu qu'il ne cachait personne. «Les candidats font du porte-à-porte, ils parlent aux médias locaux et font campagne dans leur comté. Je suis très satisfait de leurs efforts», a-t-il dit.

Selon lui, les insinuations libérales que les médias reçoivent par courriel sur les candidats conservateurs montrent à quel point les troupes de Paul Martin n'ont rien d'autre à offrir. «Je pourrais passer le même temps à pointer certains de leurs candidats, a-t-il dit, faisant allusion à la trentaine de députés pro-vie et anti-mariage gai chez les libéraux. Je pourrais même faire ça avec Paul Martin, qui a radicalement changé de position sur plusieurs sujets au fil du temps [mariage gai, entre autres]. M. Martin attaque comme ça parce qu'il ne peut pas offrir de vision positive pour le pays. Je ne pense pas que c'est ce que les gens veulent entendre.»

De nouveau questionné sur l'avortement en raison des attaques soutenues des libéraux, Stephen Harper s'est fait plus ferme que jamais hier. «J'ai un mandat de mon parti obtenu en mars dernier, lors du congrès, de ne pas toucher à l'avortement. Je ne vais pas aller de l'avant avec ça. Un gouvernement conservateur n'encouragera pas et ne soutiendra pas de loi sur l'avortement. J'ai été clair là-dessus», a-t-il lâché.

Le Devoir



Jack Layton

LYLE STAFFORD REUTERS

Layton veut policer les conservateurs

LES PERREAUX

Vancouver — Les néo-démocrates sont les seuls à pouvoir faire contrepoids aux conservateurs dans le prochain Parlement, a déclaré hier le chef Jack Layton, lançant un nouvel appel aux électeurs libéraux et à ceux de son propre parti qui sont moins convaincus.

M. Layton a affirmé que seul le Nouveau Parti démocratique (NPD) est suffisamment fort et uni pour contrer les conservateurs de Stephen Harper, qui semblent sur le point de former le prochain gouvernement, après le scrutin de lundi.

«Si vous voulez un contrepoids aux conservateurs dans le prochain Parlement, si vous voulez un député qui prendra la défense de vos intérêts et de ceux de votre famille, alors votez pour nous», a dit le chef du NPD.

«Qui va vraiment faire contrepoids à Stephen Harper au Parlement? Un Parti libéral brisé et abattu? Je ne crois pas», a poursuivi M. Layton.

Il a refusé de dire comment il pourrait travailler avec les conservateurs, mais il s'agissait de son plus récent appel pour que les Canadiens donnent la balance du pouvoir à son parti, lundi.

Cette position lui a échappé par un seul siège lors des élections de 2004, remporté par les libéraux.

Les conservateurs méritent peut-être un contrepoids aux yeux de M. Layton, mais c'est le chef libéral Paul Martin qu'il a ciblé, hier, accusant ce dernier d'avoir été décevant. Utilisant ses mots les plus durs, il a affirmé que M. Martin trompe les électeurs en soutenant que les libéraux sont le seul choix possible.

«M. Martin tente de commettre une nouvelle fraude libérale dans ces élections, en espérant que vous allez lui accorder une fois de plus votre vote», a dit M. Layton, ajoutant que M. Martin tente désespérément de «sauver les meubles».

Les libéraux ont un parti «en ruines» et ils seront trop occupés par leurs luttes internes pour être efficaces dans l'opposition contre les conservateurs, a dit M. Layton.

Le chef du NPD fait un dernier effort en Colombie-Britannique, où le scrutin de lundi déterminera le succès ou l'échec de la campagne néo-démocrate.

Alors qu'une dizaine — ou plus — de circonscriptions pourraient être remportées par le parti, plusieurs des cinq sièges qu'il détient sont menacés.

Presse canadienne

ÉCOLES PRIMAIRES

Le jour, du **23 au 27 janvier**
En soirée, le **24 janvier** de 19 h à 21 h

ÉCOLES SECONDAIRES

Du **20 février au 3 mars**

ILS IRONT LOIN. NOUS AUSSI.

Pas à pas, nous accompagnons nos élèves sur le chemin de la réussite avec la ferme conviction qu'ils iront loin. Et nous aussi.

Détails sur l'inscription: **514 596-6118, poste 6114** www.csdm.qc.ca/ilsirontloin

Par un collectif d'auteurs
Sous la direction de
Jean-Marie DEBUNNE

LA TRADITION JUIVE

Un Dieu qui fait alliance

ÉTHIQUE ET CULTURE RELIGIEUSE
AU SECONDAIRE

64 pages - 17,30 \$

Les éditions LA PENSÉE (514) 848-9042

En vente dans toutes les librairies
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Papeterie
Casse - Noisette

Soldes jusqu'au **25 janvier**
20% sur toute la marchandise

Nous tenons en inventaire L'AGENDA MODERNE,
agenda MIGNON, Exacompta, etc.

Agendas, papeteries fines, cartes, plumes et stylos,
albums de photos, articles de bureau

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone: 845-4980

Heures d'ouverture:
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

À l'heure où les scandales et les coups d'éclat relatifs au dopage semblent de plus en plus fréquents, le journaliste **Robert Frosi** présente un ouvrage qui saura alimenter les discussions et susciter la réflexion.

DOPE STORY

de **Robert Frosi**

Les Éditions LOGIQUES tiennent à féliciter l'auteur et journaliste **Robert Frosi** d'avoir mérité le **Prix du meilleur grand reportage sportif francophone** dans la catégorie radio, lors du Festival international du journalisme francophone.

DIX ANS D'ÉCARTÉLÉ

Les Éditions LOGIQUES

ÉLECTIONS FÉDÉRALES



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

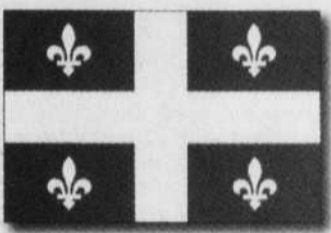


JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Les batailles du Québec et de l'Ontario

L'imprévisible société distincte

La province déterminante



KATHLEEN LÉVESQUE

Le Québec constitue un terreau fertile pour un véritable suspense électoral cette année. Des luttes à trois ici, une division du vote fédéraliste là et un nouvel engouement pour les conservateurs pourraient modifier la carte politique du Québec.

La croissance des conservateurs risque de faire perdre des plumes au Bloc québécois, qui pourrait toutefois se rattraper en gagnant des sièges à Montréal. Mais les sondages laissent entrevoir que le Bloc ne pourra pas atteindre son objectif de franchir la barre des 50 % des voix exprimées.

C'est dans la région de Québec et ses environs que la montée des troupes de Stephen Harper pourrait d'abord se vérifier. Le Parti conservateur (PC) présente Josée Verner dans Louis-Saint-Laurent et Maxime Bernier dans Beauce. Des sondages CROP dans ces deux circonscriptions tendent à démontrer l'avance incontestable de ces deux candidats-vedettes. Mme Verner en est à sa deuxième tentative pour se faire élire. Après le scrutin de 2004, elle s'est jointe au cabinet du chef conservateur. Quant à M. Bernier qu'en coulisses on destine déjà à devenir ministre comme son père l'a été dans le cabinet Mulroney, il était jusqu'à l'autonomie vice-président de l'Institut économique de Montréal.

Les conservateurs pourraient également faire des gains dans Lévis-Bellechasse avec le jeune ingénieur Steven Blaney, dans Lotbinière-Chutes-de-la-Chaudière, où se présente un agriculteur jusqu'à tout récemment organisateur pour l'Action démocratique du Québec, et dans Mégantic-L'Érable, où l'avocat

Christian Paradis brigue les suffrages. Jonquière-Alma est également dans la mire du Parti conservateur. Selon un sondage UniMarketing publié hier, l'ancien député conservateur Jean-Pierre Blackburn est en tête. Devant les résultats, le Bloc québécois a montré des signes de panique.

À l'extrême ouest de la province, la circonscription de Pontiac est également ciblée par les conservateurs. C'est là que Lawrence Cannon, ancien ministre de l'équipe de Robert Bourassa, se présente. M. Cannon est l'un des principaux porte-étendards des bleus. Cette semaine, M. Harper s'y est rendu et a indiqué qu'il avait besoin de M. Cannon dans son équipe ministérielle.

Si l'appui aux conservateurs devait se révéler être une vague, peut-être faudra-t-il surveiller de près les comtés de Beauport, de Charlesbourg et de Louis-Hébert ainsi que, dans l'est du Québec, les circonscriptions de Rimouski-Neigette-Témiscouata-Les Basques et de Matapédia-Matane.

En fait, les bleus fondent principalement leurs espoirs dans les régions semi-rurales et agricoles. À l'inverse, le Bloc québécois, qui risque d'écopier de la montée conservatrice en région, pourrait faire des percées importantes à Montréal. Les bloquistes visent à ravir aux libéraux les circonscriptions d'Ahuntsic, de Bourassa, d'Honoré-Mercier, de Jeanne-Le Ber, de Papineau et même la très fédéraliste circonscription d'Outremont. Dans ces circonscriptions, le Bloc table sur l'appui au PC qui pourrait permettre de diviser le vote fédéraliste.

Outremer suscite une attention particulière puisque le comté est détenu par le lieutenant politique de Paul Martin au Québec, Jean Lapierre. Ses adversaires sont de taille: l'ancien ministre péquiste Jacques Léonard pour le Bloc, le candidat-vedette des conservateurs Daniel Fournier et le coloré professeur Léo-Paul Lauzon, qui se présente sous la bannière du Nou-

veau Parti démocratique.

Tout au long de la campagne, le chef Gilles Duceppe a martelé qu'il n'y avait plus de château fort libéral. Il a poussé jusqu'à prétendre que la circonscription du premier ministre Paul Martin, LaSalle-Emard, pourrait tomber entre les mains du Bloc. Les ministres libéraux Liza Frulla, Pierre Pettigrew et Jean Lapierre, ainsi que les députés Denis Coderre et Eleni Bakopanos font partie des objectifs premiers du Bloc.

Les troupes de Gilles Duceppe souhaitent également faire une percée chez les communautés culturelles. Plusieurs candidats bloquistes sont d'ailleurs issus de l'immigration: Maria Mourani (Ahuntsic), Apraham Niziblian (Bourassa), Gérard Labelle (Honoré-Mercier) et Vivian Barbot (Papineau).

Le Bloc québécois promet aussi une lutte serrée dans Brossard-La Prairie, où le ministre Jacques Saada tente de se faire réélire; Marcel Lussier y est candidat pour le Bloc. Le parti souverainiste croit également pouvoir fêter une victoire dans Gatineau (Richard Nadeau). En Estrie, le député libéral Denis Paradis pourrait mordre la poussière, laissant le Bloc québécois (Christian Ouellet) se faufiler entre lui et le conservateur David Marler. À l'ouest de Montréal, dans Vaudreuil-Soulanges, il faudra surveiller si le vote fédéraliste se divisera comme en 2004 et permettra la réélection de la députée bloquiste Meilli Faillie. Le Parti libéral espérait remettre la main sur cette circonscription en y présentant l'ex-astronaute Marc Garneau.

Les rares sondages régionaux réalisés au cours des derniers jours donnaient gagnant un seul candidat indépendant au Québec, et c'est dans Portneuf-Jacques-Cartier. L'ancien animateur de radio André Arthur bénéficierait d'un appui massif de la population. Le controversé polémiste propose aux électeurs de se faire plaisir en se débarrassant de la «charogne».

Le Devoir



HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — L'itinéraire d'un chef en fin de campagne électorale en dit souvent davantage que ses discours. Ainsi, en sillonnant tous les deux la grande région torontoise, Stephen Harper et Paul Martin ont chacun envoyé un signal bien différent cette semaine. Le chef conservateur se sent suffisamment en confiance pour se risquer en territoire hostile alors que le leader libéral doit colmater les brèches. Encore une fois, les élections fédérales se joueront lundi en Ontario.

Le premier ministre sortant a consacré deux précieux jours cette semaine pour visiter une série de circonscriptions du Sud ontarien. Dans cette course en autobus un peu folle, il a visité 11 comtés, dont neuf déjà représentés par des libéraux. Il s'est bien rendu dans trois circonscriptions remportées en 2004 à l'arraché, comme Trinity-Spina au centre-ville de Toronto, où son ministre Tony Ianno devra encore se mesurer à Olivia Chow. Mais, en général, elles avaient été remportées par des majorités confortables de 6000 ou 7000 voix.

En comparaison, Stephen Harper a eu l'audace de se rendre dans les centres-villes torontois et montréalais, où ses appuis stagnent, mais aussi dans les villes voisines à la métropole, comme Burlington, Kitchener et St. Catharines, toutes dominées par le PLC. Hier soir, M. Harper se dirigeait vers Withby-Oshawa, où M. Martin s'était rendu la veille.

La députée libérale sortante, Judy Longfield, y a remporté son siège avec 5000 voix de majorité, mais elle fait face à un poids lourd: l'ex-ministre provincial conservateur Jim Flaherty. M. Flaherty a assumé des fonctions importantes

sous Mike Harris et s'est même présenté à la course à sa succession. Sa participation à la «révolution du bon sens» de Mike Harris est l'arme la plus utilisée par les libéraux pour le discréditer.

«J'étais ministre des Finances à l'époque du gouvernement Harris, a lancé Paul Martin devant les militants réunis dans le local électoral de Mme Longfield. Nous avons vu les dommages causés par Jim Flaherty et Mike Harris et nous ne laisserons pas Stephen Harper faire de même au Canada!»

M. Flaherty se dit plutôt flatté par ces accusations. «On tente de me dépendre comme le diable en personne avec des cornes. Mais ici, les gens me connaissent, alors ça les amuse plus qu'autre chose.»

M. Flaherty s'est fait réélire aux récentes élections provinciales ayant porté les libéraux au pouvoir. Ces attaques le font d'autant plus rigoler qu'il connaît bien Paul Martin. «J'ai été ministre des Finances pendant qu'il était ministre des Finances et nous étions plutôt sur la même longueur d'onde, tentant tous les deux d'éliminer nos déficits et de réduire les impôts.»

L'Ontario offre aux partis 106 sièges, soit un peu plus du tiers des 308 places à la Chambre des communes. À la dissolution du Parlement, les libéraux en détenaient 74, les conservateurs 23, le NPD sept, et deux indépendants — qui abandonnent la politique — avaient été remportés par une majorité de moins de 5000 voix.

La tactique de peur fonctionne bien à Toronto-le-rouge, qui n'a pas gardé un bon souvenir de Mike Harris. Les libéraux y détiennent 22 des 23 sièges. Le chef néo-démocrate Jack Layton se battra pour garder son siège tandis que son épouse tentera de réussir le même exploit dans la circonscription voisine.

Les libéraux détiennent aussi pour ainsi dire toutes les circonscriptions de la première couronne torontoise, appelée le 905.

Quelques-unes sont menacées, mais les libéraux y jouissent souvent de majorités confortables de près de 10 000 voix, comme dans les cinq comtés de Mississauga, les deux de Markham, Vaughan ou encore Oakville. S'ils devaient tomber à ces endroits, à peu près aucun siège n'est sûr pour eux dans la province en dehors de sa métropole.

Les sièges libéraux plus fragiles se situent dans la deuxième couronne (le comté-baromètre de Guelph, Hamilton, Burlington, Barrie et Newmarket-Aurora, où se présente Belinda Stronach), de même que dans la pointe sud-ouest de la province. Les conservateurs ont déjà remporté plusieurs de ces sièges de la pointe sud-ouest (quoique avec de très minces majorités) et, avec les sondages qui les placent en avance, ils devraient raffer la balance, à l'exception de Windsor, dominée par le NPD.

Des luttes à trois devraient se jouer dans les villes de London, de Hamilton et de Thunder Bay. On assistera aussi à un combat de titans dans Parry Sound-Muskoka, en bordure du lac Huron. L'ex-ministre provincial conservateur Tony Clement tente d'y déloger le ministre fédéral de l'Agriculture, Andy Mitchell. M. Clement, lui aussi ministre sous Mike Harris, avait tenté sans succès de devenir chef du nouveau Parti conservateur fusionné en 2004. Il avait également mordu la poussière aux élections. S'il remporte enfin une victoire, sa place à un hypothétique cabinet Harper est quasi assurée.

En entrevue, son adversaire libéral ne semble pas à l'aise de l'attaquer de plein front. «Il ne s'agit pas de se choisir un ministre, il s'agit de se choisir un représentant local», fait-il valoir. Une façon subtile de rappeler que Tony Clement a «magasiné» sa circonscription. En 2004, il avait tenté de déloger Colleen Baumier dans Brampton West, où elle trônait avec plus de 20 000 voix d'avance.

Le Devoir

La passation des pouvoirs
Une victoire conservatrice provoquerait un séisme à Ottawa

ALEC CASTONGUAY

Toronto — Les éléments clés d'une éventuelle passation des pouvoirs entre les conservateurs et les libéraux demeurent le secret le mieux gardé de la caravane de Stephen Harper, qui faisait campagne hier dans la métropole ontarienne. Toujours en tête dans les sondages, le chef du PC ne veut pas s'aventurer sur ce terrain glissant qui avait fait trébucher en 2004, alors qu'il avait évoqué trop rapidement une prise du pouvoir qui avait effrayé les électeurs. «J'ai dit que nous serons prêts, peu importe le mandat que les citoyens veulent nous confier», répète sans cesse Stephen Harper.

N'empêche, si certaines étapes sont incontournables dans tous les changements de gouvernement, même si les libéraux sont reportés à la tête de l'État lundi, l'élection d'un premier gouvernement conservateur depuis 12 ans provoquerait un important séisme à Ottawa. Et le Conseil privé est bien au fait de cette situation. Ce ministère des ministères, là où les grandes stratégies de l'État sont élaborées avec le premier ministre, est déjà à pied d'œuvre depuis plusieurs jours.

Les énormes cartables qui font état de la situation du gouvernement dans tous les domaines imaginables sont prêts. Les programmes des partis politiques qui aspirent à former le gouvernement ont été soigneusement étudiés, question de pouvoir rapidement donner un coup de main au premier ministre. «Le rôle de la fonction publique est d'être prête pour n'importe quel gouvernement, en fonction du parti qui gagnera les élections», a expliqué Hali Gernon, porte-parole du Bureau du Conseil privé.

Évidemment, si les troupes de Paul Martin remportent une victoire-surprise lundi, le tremblement de terre à Ottawa n'aura pas lieu, surtout que les promesses libérales de cette campagne n'ont rien de spectaculaires et n'exigent pas de gros ajustements. Les hauts fonctionnaires sont habitués de travailler avec les différents ministères et un nouveau gouvernement rouge entrerait en fonction comme on enfle de vieilles pantoufles.

Une situation complètement inverse attend par contre la colline parlementaire si les conservateurs l'emportent, eux qui ont promis beaucoup de changements, que ce soit avec leur loi sur l'imputabilité fédé-

rale, la réduction de la TPS ou l'annulation de l'entente sur les garderies avec les provinces, entre autres. «Le volume de travail serait énorme pour les fonctionnaires», explique Nicole Turmel, présidente de l'Alliance de la fonction publique fédérale. Il y a la révision des dossiers, des mandats, la période de bréfrage, l'adaptation aux nouvelles politiques. Ce sont de gros changements.»

Les étapes

D'abord, si le PC accède au pouvoir, la première étape consiste à choisir une date pour que l'ancien et le nouveau premier ministre exécutent la passation des pouvoirs officiels. C'est également à cette occasion que le Conseil privé commence son travail avec le nouveau premier ministre. La première tâche importante consiste à nommer un nouveau cabinet. Habituellement, cette obligation est remplie dans les dix premiers jours, mais cette fois, le dépôt du deuxième rapport Gomery, le 1^{er} février, soit une semaine après les élections, pourrait forcer Stephen Harper — ou Paul Martin — à agir plus vite, puisqu'une réaction sera attendue.

Les hauts fonctionnaires et le nouveau conseil des ministères se pencheront ensuite sur les discours du Trône, soit les grandes orientations du prochain gouvernement, qui seront dévoilées le jour de la rentrée parlementaire. Selon nos informations, un gouvernement conservateur rappellerait la Chambre des communes assez rapidement, soit vers la fin du mois de février. La préparation du budget 2006 serait aussi au menu, lui qu'on prévoit pour la fin de mars, dit-on dans l'entourage de Harper.

Entre la nomination du cabinet et le retour au travail des députés, une série de changements devront s'effectuer si un gouvernement conservateur est porté au pouvoir. La nomination des personnes clés au bureau du premier ministre sera une étape importante. Le directeur de cabinet de Stephen Harper, Ian Brodie, pourrait ne pas être de retour si le nouveau premier ministre décide de mettre en place quelqu'un qui a une grande expérience de l'administration publique, ce qui n'est pas le cas de M. Brodie, un professeur d'université.

La sélection du nouveau greffier du conseil privé, l'équivalent du sous-ministre du premier ministre et grand chef de la fonction publique, sera également une

étape cruciale (voir texte du 17 janvier dans *Le Devoir*). Les conservateurs veulent avoir une personne de confiance qui aura une poigne ferme sur une fonction publique très identifiée aux libéraux. Le nom de Peter Harder, actuel sous-ministre aux Affaires étrangères, circule présentement pour occuper ce poste névralgique. Et comme *Le Devoir* le révélait mardi dernier, l'équipe du PC est à élaborer un plan pour assurer une certaine fluidité dans une fonction publique qui pourrait résister à une prise du pouvoir de la droite.

Selon nos informations, après une allocution «positive» et «tournée vers les priorités conservatrices» prononcée devant la haute fonction publique, Stephen Harper accordera six mois aux sous-ministres pour rentrer dans le rang et faire leurs preuves, après quoi plusieurs pourraient perdre leur emploi si l'expérience n'est pas concluante.

Mais cette semaine, Stephen Harper a voulu se faire rassurant envers la fonction publique. «On ne chambardera pas tout le lendemain des élections, a-t-il dit en point de presse. C'est leur rôle [aux fonctionnaires] de donner leur opinion, mais aussi de suivre la volonté d'un gouvernement élu par la population.»

Ensuite, l'équipe de Stephen Harper devra s'attaquer à plusieurs nominations, notamment un siège à la Cour suprême, mais également changer quelques postes importants, comme l'ambassadeur à Washington, Frank McKenna, un libéral qui convoite la succession de Paul Martin.

Pour effectuer tous ces changements, Stephen Harper devra s'entourer d'une équipe de transition efficace qui connaît les rouages de l'administration publique et qui a également un œil attentif sur le parti, question de bien combler certains postes. Déjà, des personnes de confiance comme Ian Brodie, son chef de cabinet, et l'universitaire de Calgary et conseiller Tom Flanagan sont assurées de faire partie du cercle intime. Mais beaucoup d'anciens progressistes-conservateurs seront aussi consultés, eux qui ont connu l'expérience du pouvoir avec Brian Mulroney. La sénatrice et conseillère Marjory LeBreton, l'ancien chef de cabinet de Mulroney, Derek Burney, ainsi que Hugh Segal seront de l'équipe.

Le Devoir



JIM YOUNG REUTERS

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Les écologistes craignent les conservateurs

LOUIS-GILLES FRANCOEUR

Les deux plus importants groupes écologiques de Montréal, Greenpeace-Québec et Équiterre, vont distribuer des milliers de tracts en fin de semaine pour inciter les Québécois à « voter pour la planète » lundi en s'informant d'urgence durant la fin de semaine sur les plateformes politiques des différents partis en lice.

Cet appel des deux groupes, lancé hier en conférence de presse, vise tout particulièrement les jeunes, dont on craint la démobilisation dans ces élections alors qu'ils sont, du moins d'après les sondages, très majoritairement favorables à la protection de l'environnement.

Dans ce domaine, expliquait Laure Waridel, présidente d'Équiterre, l'absentéisme, « c'est endosser les opinions des partis qui vont prendre le pouvoir ». Et comme les sondages envoient les conservateurs au gouvernement, à moins d'un retournement de dernière heure de l'électorat, les écologistes montréalais ont tenu à inciter tous ceux pour qui l'environnement est important à voter « selon leurs valeurs environnementales ».

Équiterre et Greenpeace ont cependant précisé que leur démarche ne se voulait pas partisane et qu'ils comptaient des membres de toutes les allégeances politiques. Mais il est vite apparu au cours de la conférence de presse d'hier que les deux groupes craignent par-dessus tout l'élection des conservateurs.

Steven Guilbeault, le directeur de Greenpeace, a raconté comment il a été impossible pour son groupe d'obtenir des réponses même élémentaires de ce parti au questionnaire qu'ils ont adressé au début de la campagne à toutes les formations pour évaluer leurs positions. « C'est l'absence de réponse des conservateurs qui nous inquiète le plus », devait-il dire, avant de lâcher, un peu plus loin au cours de la même conférence de presse, que ce silence inquiétant ainsi que les prises de position antérieures et au cours des élections dans le dossier des changements climatiques rendaient la plateforme conservatrice « inacceptable » du point de vue environnemental.

Cependant, s'il est évident que les priorités des environnementalistes sont aux antipodes de la plateforme conservatrice, ni Équiterre ni Greenpeace n'ont indiqué la moindre préférence pour les quatre autres formations adverses.

Greenpeace et le Sierra Club du Canada ont tenté au cours des dernières semaines d'évaluer la valeur environnementale des différents partis en lice. Dans les deux cas, les conservateurs arrivaient à la queue du classement. La grande différence entre les deux groupes résidait dans la cote accordée au Bloc québécois. Alors que le Sierra Club accordait l'avant-dernière place au Bloc parce qu'il « ne soutient pas un gouvernement fédéral fort, élément essentiel à la protection de l'environnement au Canada », Greenpeace plaçait les verts, le NDP et le Bloc implicitement sur le même pied.

Steven Guilbeault, qui travaille souvent avec le Sierra, a tenu hier à se démarquer de leur a priori fédéraliste à une véritable plateforme environnementale. Il a rappelé que le Bloc avait notamment été un allié des plus engagés dans le dossier des changements climatiques, allant jusqu'à mettre sur pied une imposante coalition au Québec pour pousser dans le dos d'Ottawa.

Le Devoir

Avortement: ce sera un vote libre, dit Paul Martin

Le chef libéral avait pourtant dit que les députés devraient suivre la ligne de parti

SYLVAIN LAROCQUE

Saint John's, Terre-Neuve — Le chef libéral Paul Martin ne cesse d'accuser son adversaire conservateur Stephen Harper de vouloir restreindre le droit à l'avortement, mais hier, il a dû reconnaître que son parti laisserait ses députés d'arrière-banc voter comme ils l'entendent sur cette délicate question.

La position des libéraux est donc beaucoup plus semblable à celle des conservateurs que le premier ministre voudrait le reconnaître.

En matière d'avortement, « on va faire exactement ce qu'on a fait dans toute la question du mariage gai », a déclaré M. Martin lors d'une conférence de presse à Saint John's. Une trentaine de députés libéraux ont eu la liberté de voter contre ce changement en juin 2005, de sorte que le gouvernement a eu besoin de l'appui des bloquistes et des néo-démocrates pour avoir gain de cause. Seuls les ministres avaient été obligés de voter en faveur du projet de loi.

Paul Martin se contredit donc dans le dossier de l'avortement. Plus tôt cette semaine, il avait dit qu'il « demanderait à tous les libéraux de voter » contre toute initiative visant à limiter ce droit. Or une trentaine de députés libéraux s'opposent net au libre choix des femmes.

Quoi qu'il en soit, la plateforme conservatrice stipule clairement qu'un gouvernement Harper « ne proposera et ne soutiendra pas de mesure législative sur l'avortement ». S'il arrivait qu'un député prenne sur lui de présenter un projet de loi d'initiative parlementaire sur le sujet, les députés et les ministres conservateurs seraient libres de voter comme bon leur semble.

Les libéraux permettraient aussi un vote libre pour les simples députés mais imposeraient la ligne de parti aux ministres.

Tirant toujours de l'arrière dans les intentions de vote, le chef libéral a laissé entendre ces derniers jours que Stephen Harper était prêt à nommer des juges conservateurs à la Cour suprême afin de restreindre le droit des femmes de se faire avorter. Hier, il a poursuivi dans la même veine.

M. Martin a reproché à son adversaire de ne pas révéler son point de vue personnel en matière d'avortement.

« Ça me rappelle quand [l'ancienne première ministre conservatrice] Kim Campbell avait dit qu'une élection n'était pas le moment pour avoir des discussions sérieuses sur les politiques publiques », a-t-il raillé.

« La très grande majorité de son caucus et de ses candidats n'appuie pas le droit des femmes de choisir », a noté Paul Martin, qui refuse curieusement de prononcer le mot « avortement ».

« Une chose est claire: un Parlement avec Stephen Harper comme premier ministre ne fera pas tout ce qui est nécessaire pour protéger le droit des femmes de choisir pour elles-mêmes », a-t-il martelé. Les gens ont le droit de connaître sa position sur le sujet. »

Vent tournant?

Lors d'un discours prononcé devant quelques centaines de partisans bruyants dans un hôtel de la capi-



CHRIS WATTIE REUTERS

Paul Martin et son épouse Sheila marchent sur un quai à Saint John's, Terre-Neuve.

taile terre-neuvienne, M. Martin a par ailleurs soutenu que M. Harper était « contre le développement régional », une question importante dans les Maritimes.

A trois jours du scrutin, il a aussi assuré que le vent soufflait maintenant en sa faveur, reconnaissant que tel n'avait pas été le cas au début de la campagne.

« On arrêtera Stephen Harper, a promis Paul Martin. Il perd déjà du terrain. Il en perd depuis quelques jours. Et nous faisons des gains très importants. »

Le chef libéral s'est aussi défendu d'avoir moins parlé en français dans ses discours cette semaine.

« Honnêtement, ça, c'est une question — vous allez

m'excuser — qui est ridicule », a-t-il lancé aux journalistes.

« La grande majorité de l'auditoire [à l'extérieur du Québec], ce sont des anglophones », a noté M. Martin. Mais laissez-moi vous dire: il n'y a personne qui va me dire que je ne parlerai pas français partout au pays. »

Il en a profité pour affirmer que « M. Harper s'est opposé à la notion d'un pays bilingue ».

Mais contrairement à l'avion de tournée des libéraux, celui des conservateurs offre un service dans les deux langues aux journalistes.

Presse canadienne

Régina!d HAMEL
CÉLÉBRITÉS
 Collection biographique
CHARLES GILL
 Le poète le plus original après Nelligan
 64 pages - 10,95 \$
 LIDEC Inc. (514) 843-5991
 En vente dans toutes les librairies. Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Robert LAHAISE
UNE HISTOIRE DU QUÉBEC PAR SA LITTÉRATURE, 1914-1939
 Résurrection des années 1914 à 1939 telles que perçues par les chansonniers, poètes, romanciers et essayistes.
 784 pages - 40,55 \$
 GUERIN, éditeur ltée (514) 842-3481
 En vente dans toutes les librairies. Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

SE FORMER POUR MIEUX SUPERVISER
 Par un collectif d'auteurs
 Sous la direction de **NADIA ROUSSEAU**
SE FORMER POUR MIEUX SUPERVISER
 Favoriser une supervision réfléchie de la pratique pédagogique des futurs enseignants.
 176 pages - 15,95 \$
 GUERIN, éditeur ltée (514) 842-3481
 En vente dans toutes les librairies. Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Perfectionnez votre anglais ou votre allemand en devenant assistants de langue française en EUROPE !

Étudiants universitaires

BRISEZ LA ROUTINE, VIVEZ UNE EXPÉRIENCE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ET EXPLOREZ DE NOUVEAUX HORIZONS EN DEVENANT ASSISTANTES OU ASSISTANTS DE LANGUE À L'ÉTRANGER.

Le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport du Québec offre des postes d'assistantes et d'assistants de langue française au Royaume-Uni, en Irlande ou en Allemagne.

PRINCIPALES CONDITIONS :

- Étudier à temps plein dans une université québécoise;
- Résider en permanence au Québec;
- Être citoyen canadien.

Date limite d'inscription : Pour le Royaume-Uni et l'Irlande: le vendredi 27 janvier 2006
 Pour la France et l'Allemagne: le vendredi 10 février 2006

Consultez le site Internet du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport www.mels.gouv.qc.ca/daic

- Pour obtenir plus de renseignements;
- Pour vous procurer les formulaires d'inscription;
- Pour connaître le nom de la personne responsable du programme dans votre université.

Durée du séjour : de 8 à 9 mois, selon le pays d'affectation.
Allocation : montant brut de 1 170 \$ à 1 500 \$ par mois selon le pays d'affectation. Le MELS octroie aussi une allocation forfaitaire de 1 500 \$ pour couvrir les frais de transport et de déménagement.

Éducation, Loisir et Sport Québec

Perfectionnez votre anglais au CANADA !

VOUS VOULEZ VIVRE UNE EXPÉRIENCE INOUBLIABLE ? VOUS AVEZ LE GOÛT DE VOYAGER ?

Faites connaître votre culture tout en découvrant une culture différente et en faisant l'expérience d'un travail des plus intéressants. Comment? En vous inscrivant au programme **Odyssée** ou **Accent** (anciennement connu sous le nom de Programme des moniteurs de langues officielles)(PMLD).

Le travail de moniteur ou de monitrice de langue (assistant de langue) consiste à soutenir le professeur de langue en organisant des activités qui favorisent la compréhension auditive et l'expression orale auprès d'adolescents dont la langue maternelle n'est pas le français. Ce programme s'adresse plus particulièrement aux étudiants universitaires.

Date limite d'inscription : 15 février 2006

Pour en savoir davantage sur les programmes Odyssée et Accent, il suffit de visiter le site Web du Conseil des ministres de l'Éducation (Canada) au : <http://www.cmec.ca/dlp/> ou de vous adresser :

- à la personne responsable de l'aide financière aux étudiants dans votre établissement d'enseignement ou
- à la direction régionale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport la plus proche de chez vous.

Rémunération
Programme Odyssée, monitrices et moniteurs à temps plein : Environ 19 \$ l'heure pour un total de 17 800 \$ (neuf mois de travail à raison de 25 heures par semaine).
Programme Accent, monitrices et moniteurs à temps partiel : Environ 16 \$ l'heure, pour un total de 4 150 \$ (huit mois de travail à raison de 8 heures par semaine).

Patrimoine canadien, Canadian Heritage, Conseil des ministres de l'Éducation, Canada, Éducation, Loisir et Sport Québec

Baronet Denver

SOLDE

Fontaine
 Meubles Décor

9780, Sherbrooke Est, Montréal ■ 514 352-3913 31 ans

www.meublesfontaine.com

• LES ACTUALITÉS •

L'insoutenable légèreté
de l'électeur

Gil Courtemanche

J e n'aurais jamais cru qu'un jour j'appellerais les citoyens à voter pour le Bloc québécois ou le Parti libéral. Mon premier engagement politique, j'avais 18 ans, fut envers le NPD, mais aussi et peut-être plus encore envers des hommes politiques de valeur, tels Michel Chartrand, Fernand Daoust, Charles Taylor, Tommy Douglas. C'était dans le temps où le président de la FTQ Louis Laberge comprenait, contrairement à Henri Massé, qu'un mauvais gouvernement pour le Canada était un mauvais gouvernement pour le Québec. Au provincial, comme on disait dans ce temps, j'avais travaillé pour René Lévesque dans le comté de Laurier. Je rêvais d'un Canada et d'un Québec gouvernés par des progressistes, des gens d'équité et de solidarité. Ces gens-là sûrement s'entendraient. Ils le firent durant quelques années sous Pearson et Lesage, puis Johnson. Cela donna la Caisse de dépôt et l'assurance maladie, les programmes conjoints. Le Québec gagna beaucoup durant cette période. Quand le PQ apparut, j'en étais, mais je persistais à dire que nous étions encore dans le Canada et qu'il fallait se battre pour le meilleur Canada possible, même s'il fallait un jour en sortir. Alors, j'ai persisté, élections après élections, je votais pour David Lewis, pour Broadbent. Je n'ai jamais voté autrement au fédéral que NPD. Et voilà aujourd'hui que j'encourage les gens à voter pour le Bloc ou le Parti libéral, pourvu que ce ne soit pas conservateur.

Il y a quelques années, la possibilité d'un gouvernement conservateur m'aurait attristé et déçu, mais, soyons franc, cette année elle me terrifie.

L'ancien parti progressiste conservateur était une alliance de conservateurs économiques et de centristes sur les questions sociales. Comme le Parti libéral, c'était un parti pragmatique et réaliste déterminé à maintenir une certaine idée de la société canadienne. Rien de cela dans le parti de Stephen Harper. Jamais dans l'histoire politique canadienne contemporaine nous n'avons eu un parti politique aussi idéologiquement marqué à droite, convaincu qu'il faut radicalement changer le Canada dans tous les domaines: dans sa politique étrangère, dans sa politique sociale et dans son approche environnementale.

Ce n'est pas brandir des épouvantails que de comparer Stephen Harper à George Bush, ni caricaturer grossièrement le Parti conservateur que de le comparer aux républicains américains. C'est regarder la réalité en face.

La base militante de ce parti et la majorité de ses députés sont constitués de gens religieux qui veulent imposer leurs valeurs morales à la société. Ce n'est pas sans raison que de nombreux Américains membres des mouvements pro-vie et de la fascisante National Rifle Association sont venus au Canada pour donner un coup de main à des candidats conservateurs. Comme George Bush, les conservateurs ne croient pas à des services sociaux publics et universels, comme les républicains, ils ne pensent pas que les changements climatiques sont provoqués par l'activité des hommes et ils considèrent le protocole de Kyoto comme une sorte de bêtise socialiste destinée à brimer le développement de l'entreprise privée. Comme George Bush, ils ne croient pas au contrôle des armes à feu et, malgré toutes les preuves du contraire, ils sont convaincus que seule une plus grande répression et des peines plus sévères peuvent diminuer la criminalité.

Sur toutes ces questions, les Québécois sont en général plus progressistes que le reste du Canada et on aurait pu penser que cela nous immunisait contre ce virus qu'est le Parti conservateur. Eh bien non! Il a suffi d'une petite phrase sur le déséquilibre fiscal et d'un sourire de Teflon pour qu'en Beauce, au Saguenay et dans la grande région de Québec, une foule de bloquistes et de libéraux se mettent, comme des girouettes, dans le sens du vent de changement qui semblait s'annoncer dans le reste du Canada. Cette petite poigne de comités qui pourraient balancer dans le plateau conservateur risquent bien de faire la différence entre un gouvernement minoritaire et un gouvernement majoritaire.

L'immense majorité des Québécois étaient viscéralement opposés à la guerre en Irak, mais ces Québécois, pour le seul plaisir de changer de couleur, veulent nous donner un gouvernement qui aurait envoyé des soldats canadiens se faire tuer en Irak. Ils veulent nous donner un gouvernement qui limiterait le droit à l'avortement et rescinderait la loi sur les mariages gays. Sans réfléchir aux conséquences profondes de leur geste d'humeur, ils veulent nous donner un gouvernement qui met en péril le financement public du système de garderie de même que celui du service de santé. Ils veulent nous donner un gouvernement qui va contribuer à militariser l'espace en se lançant aux côtés des Américains dans la folle aventure du bouclier antimissile. Voilà ce que ces gens s'apprennent à faire. Le savent-ils, je suis persuadé que non.

En voyant cette croissante popularité dans le cœur du Québec d'un parti qui bat en brèche toutes les valeurs de la société québécoise, je me souviens de cette phrase dont j'ai oublié l'auteur: «Le pire ennemi du peuple, c'est souvent le peuple.» Et me voici, gauchiste impénitent, comme Buzz Hargrove, en train d'appeler au vote stratégique. Que ce soit le Bloc, le PLC, le NPD, peu importe. Pourvu que les conservateurs ne passent pas.

Collaborateur du Devoir

Décrets: la CSQ envisage
toujours de défier la loi

MARIE-ANDRÉE CHOUINARD

La Centrale des syndicats du Québec (CSQ) a concocté une riposte légale pour s'opposer à la loi spéciale, mais lorsque le «contexte social» s'y prêtera, elle pourrait défier les robustes dispositions de la loi 142.

Voilà une brèche que le président de la CSQ, Réjean Parent, a ouverte hier, au terme d'un conseil général de négociation qui a décidé des balises d'un plan de résistance. La centrale syndicale, comme tous les autres groupes d'employés de l'État qui ont subi le décret de décembre, déploie beaucoup d'énergie à définir les contours possibles d'un — ou de plusieurs — recours juridiques.

«Pour l'instant nous agissons dans un cadre légal, mais éventuellement nous pourrions monter la pression d'un cran ou deux, dans la mesure où nous aurons le contexte social favorable à des actions plus corsées», a indiqué hier au Devoir le président de la CSQ, M. Parent.

Dans ce «marathon» qui s'annonce pour contrer les effets de la loi 142, qui a fixé les conditions de travail de quelque 500 000 employés du secteur public jusqu'en 2010, la CSQ promet des actions juridiques. «Nous sommes en train d'évaluer, ça peut prendre un certain temps, mais ce n'est pas un indice de notre impuissance. Il y a des choses à faire, mais il faut calculer, être stratégique.»

Selon la Presse canadienne, la CSQ prépare notam-

ment une requête en nullité devant la Cour supérieure, autour du motif que la loi 142 «viole les droits fondamentaux» et s'oppose à la Charte des droits et libertés.

La résistance s'installe toutefois pour le moment sur un «triple terrain»: outre des recours juridiques (l'ONU, le Bureau international du travail, et la Cour supérieure), des actions professionnelles et des gestes plus politiques. «Notre cible politique, vous l'aurez compris, ce sont les prochaines élections provinciales», explique M. Parent.

D'ici là, la centrale promet notamment des manifestations — dont une le 14 avril — et des actions dirigées contre les ministres, Jean Charest et Jean-Marc Fournier en tête. Le premier ministre Charest devrait d'ailleurs recevoir sous peu quelques centaines de cartes postales signées par des membres de la CSQ rappelant que la loi 142 porte atteinte aux droits des syndiqués.

Les gestes de la CSQ seront essentiellement orientés autour des notions de droits syndicaux et de services publics, et le groupe cherchera à cet égard des appuis jusque dans la communauté internationale. «Nous voulons recréer une grande solidarité, amener la population pour ensuite passer à d'autres actions plus musclées», affirme M. Parent.

Le Devoir

Alcool artisanal: le ministre de
l'Agriculture promet d'intervenir

FABIEN DEGLISE

Après la tempête, la réaction. Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec, Yvon Vallières, s'est dit hier «très préoccupé» par le dur coup porté aux producteurs d'alcool artisanal du Québec qui, sous la pression de la Régie des alcools, des courses et des jeux (RACJ), viennent de perdre cette semaine un important point de vente à Montréal. Il espère d'ailleurs s'asseoir très vite avec son collègue Jacques Dupuis, ministre de la Sécurité publique, pour tenter de dénouer l'impasse.

«M. Vallières est très préoccupé par l'affaire du Marché des saveurs du Québec», a expliqué André Ménard, son porte-parole. Des discussions avec ses collègues du cabinet devraient avoir lieu dans les prochains jours afin de voir ce qui pourrait être fait dans le cadre des lois et règlements en place.

Après sept ans de vente d'alcool du terroir, le Marché des saveurs du Québec, un établissement situé au cœur du marché Jean-Talon à Montréal, a été sommé cette semaine par la RACJ de mettre un terme à ce commerce. Motif: le non-respect soudainement, selon la Régie, de l'esprit d'une de ses directives qui permet aux producteurs artisans depuis plusieurs années de


vendre leurs produits dans les marchés publics.

Passablement irritées par ce virage de la RACJ, les associations de producteurs ont reçu hier l'appui de l'opposition officielle, qui n'a pas manqué de dénoncer l'incohérence du gouvernement Charest qui, tout en prônant d'un côté le développement des terroirs, prive désormais les producteurs d'un outil important de mise en marché. «La main gauche ne peut pas ignorer ce que fait la main droite», a dit le député péquiste Nicolas Girard en marge d'une conférence de presse organisée au Marché des saveurs du Québec, commerce qui se trouve dans sa circonscription. «La décision de la Régie va avoir un impact important sur les producteurs, qui se voient bloquer l'accès au marché montréalais. Le rationnel est difficile à comprendre.»

L'attaque de la Régie contre les producteurs est selon lui d'autant plus incompréhensible qu'elle survient quelques mois à peine après l'annonce en novembre dernier par Québec d'un programme d'aide aux producteurs d'alcool du terroir. Six millions de dollars sur trois ans vont servir à aider les producteurs à embaucher des conseillers techniques, à acquérir de l'équipement et... à mieux commercialiser leurs produits.

Le Devoir

JANVIER 2006

1	2	3	4	5	6	7
8	9	10	11	12	13	14
15	16	17	18	19	20	21
22		CE LUNDI, ON VOTE.				

Pour savoir où et quand aller voter, consultez votre carte d'information de l'électeur. Elle contient toute l'information dont vous avez besoin pour exercer votre droit de vote, et le processus de vote sera plus rapide si vous l'avez en main.

Les heures d'ouverture de votre bureau de scrutin sont inscrites sur votre carte d'information de l'électeur et sur le site Web d'Élections Canada à www.elections.ca en cliquant sur l'icône Service d'information à l'électeur.

www.elections.ca

1 800 463-6868 sans frais au Canada et aux États-Unis
001 800 514-6868 sans frais au Mexique

ATS 1 800 361-8935 pour les personnes sourdes ou malentendantes
sans frais au Canada et aux États-Unis ou (613) 991-2082 de partout au monde

Si vous n'avez pas reçu cette carte, vous n'êtes probablement pas inscrit sur la liste électorale. Pour voter, il vous suffira de présenter à votre bureau de scrutin le jour d'élection, le 23 janvier, une preuve d'identité qui porte vos nom, adresse et signature. Si vous n'avez pas un tel document, vous pourrez affirmer sous serment que vous êtes autorisé à voter à ce bureau de scrutin, pourvu que vous soyez accompagné d'un électeur inscrit dans la même section de vote qui peut se porter garant de votre identité.

Pour plus de renseignements, communiquez avec votre bureau local d'Élections Canada ou consultez notre site Web à www.elections.ca.

 Elections Canada

Gagnez Vienne et Salzbourg
 Promotion Mozart 250
 radio-classique 99.5 cfp
 Visitez www.cjpx.ca

ACTUALITÉS

Bijouterie Gambard
 630-A RUE CATHCAR, CENTRE-VILLE
 MONTRÉAL (514) 866-3876
 ROLEX
 Vente et service

Deuxième budget en six semaines

Gel des taxes: Tremblay remplit finalement sa promesse

JEANNE CORRIVEAU

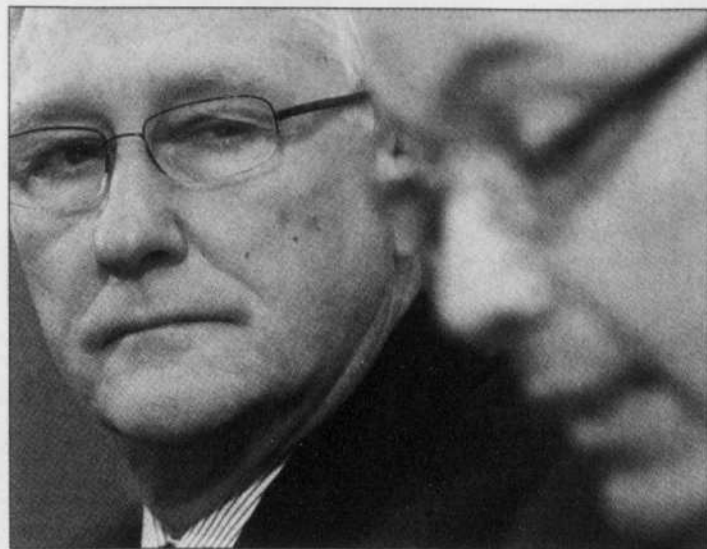
Gérald Tremblay avait promis un nouveau budget sans hausses d'impôts fonciers pour les Montréalais et il a tenu parole. Mais pour y parvenir, le maire devra retarder la mise en service de deux projets, soit l'implantation du service téléphonique 3-1-1 et l'intégration des policiers dans le métro.

Six semaines après avoir fait son mea-culpa, Gérald Tremblay a présenté hier le nouveau budget 2006 qui a été revu à la baisse et qui s'élève maintenant à 3,85 milliards de dollars.

La nouvelle mouture du budget, en hausse de 3,8 % par rapport à celui de 2005, respecte toutefois l'engagement pris par le maire pendant la campagne électorale de ne pas hausser le fardeau fiscal total des Montréalais. Ainsi, 50,3 % des contribuables du secteur résidentiel et 60 % de ceux du secteur non résidentiel bénéficieront d'une baisse de leur compte de taxes. Si les autres subissent une hausse, c'est à l'effet du rôle foncier qu'il faut l'attribuer. Dans ce processus, le taux de taxes prévu au budget initial déposé en décembre dernier a été réduit de 3 ¢ par tranche de 100 \$ d'évaluation pour les immeubles résidentiels (passant de 1,52 à 1,49 ¢) et de 13 ¢ pour les immeubles non résidentiels.

Les taxes foncières grimperont légèrement dans 12 des 19 arrondissements, parmi lesquels on retrouve ceux de L'Île-Bizard-Sainte-Geneviève (2 %), de Côte-des-Neiges-Notre-Dame-de-Grâce (1,9 %) et du Plateau Mont-Royal (1,5 %). En revanche, les contribuables de sept arrondissements verront leurs comptes de taxes diminuer. C'est le cas notamment dans LaSalle (-5,5 %), Rivière-des-Prairies-Pointe-aux-Trembles (-2,3 %) et Verdun (-1,7 %).

Pour la Ville, ces ajustements représentent une baisse de revenus de 61,4 millions par rapport au budget déposé avant Noël, ce qui force l'administration Tremblay-Zampino à procéder à une réduction de dépenses de 21,4 millions. Par conséquent, l'implantation du service téléphonique 3-1-1 sera étalée sur deux ans et la Ville n'y consacrerait qu'un million en 2006, au lieu des cinq millions prévus. La mise en place d'effectifs policiers dans le métro sera également retardée, pour une économie de 5,3 millions. Finalement, la Ville effectuera des compressions dans les effectifs et dans les dépenses de services et d'hono-



Gérald Tremblay et Frank Zampino

raires professionnels. Question de «donner l'exemple», le budget de fonctionnement du cabinet du maire sera réduit de 600 000 \$.

Il n'était pas question pour le maire de renoncer aux investissements destinés au programme de propreté, au Fonds de l'eau et à celui de la voirie. Mais alors que les brigades de propreté seront financées grâce aux revenus supplémentaires de dix millions issus des hausses de tarifs des parcomètres, la Ville utilisera l'argent provenant du transfert d'une partie de la taxe fédérale sur l'essence pour réaliser ses autres projets. Rappels qu'un décret déposé le 14 décembre dernier par Québec prévoit le transfert d'une somme de 33 millions pour Montréal en 2006. La Ville devra toutefois emprunter sept millions de plus dans son programme triennal d'immobilisations (PTI) pour combler son manque à gagner.

Tel que prévu au budget initial de décembre dernier, la Ville maintiendra son financement de 278 millions destiné à la Société de transport de Montréal (STM) et consacrerait dix millions à la sécurité routière avec l'embauche de 133 policiers. Quant aux budgets des arrondissements, ils ne seront pas modifiés et se chiffrent à 845 millions de dollars.

Gérald Tremblay a tenu à préciser hier qu'il était essentiel pour lui d'avoir la confiance des Montréalais, la raison qui l'a mené à réviser le budget de la Ville: «Aurions-nous dû être plus prudents lors de la campagne électorale? Sûrement, mais les choses sont ce qu'elles sont, et nous ne

pouvons plus rien y changer», a-t-il dit. Les trois prochains budgets de son administration respecteront-ils sa promesse électorale? Impossible de le savoir puisque le maire a refusé de répondre directement à la question, préférant lancer la balle dans le camp du gouvernement du Québec et réitérer ses demandes pour un nouveau pacte fiscal et un cadre financier destiné aux transports en commun.

Le budget de la Ville sera soumis au vote des élus du conseil municipal mercredi alors que les comptes de taxes seront expédiés aux contribuables le 31 janvier. Le chef de l'opposition, Pierre Bourque, estime que malgré les modifications apportées, le budget de la Ville demeure «inflationniste» et qu'il aurait pu, à la limite, être révisé en une fin de semaine compte tenu de l'absence de nouveaux éléments. Il a fait savoir hier que son équipe le rejeterait, une intention partagée par le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, qui dénonce la «confusion» et le «manque d'inspiration» dont a fait preuve l'administration du maire Tremblay.

Quant au budget d'agglomération de 1,9 milliard, il sera déposé lundi matin pour fins d'adoption jeudi. La mairesse de Westmount, Karin Marks, n'entend pas donner son aval à ce budget concocté par la Ville de Montréal, estimant inconcevable que les maires des 15 villes défusionnées aient si peu de temps pour analyser un document d'une telle importance.

Le Devoir

Condamnations en relation avec les événements de janvier 2004

Des Mohawks chahutent la juge

BRIAN MYLES

Les Mohawks de Kanesatake ont chahuté la juge Nicole Duval-Hesler — la traitant de «raciste» — hier, lorsque celle-ci a condamné 13 des leurs à des peines allant d'une amende à 15 mois de prison pour leur participation à la fameuse émeute de janvier 2004.

La juge Duval-Hesler a dû suspendre les audiences après avoir condamné Robert Gabriel et son cousin Bradley Gabriel à des peines d'un an de prison pour le rôle de premier plan qu'ils ont joué dans le siège du poste de police mohawk. Elle a été vertement engueulée par une minorité volubile.

Les constables spéciaux du palais de justice de Saint-Jérôme ont réussi à ramener le calme durant la suspension temporaire. À la reprise, la juge a imposé les peines les plus sévères à deux des treize accusés, Gordon Lazore et Gary Gabriel, le frère de Robert. À l'instar des deux autres Gabriel, ils avaient été reconnus coupables d'atroupement illégal, de séquestration de policiers et de participation à une émeute à l'issue d'un procès devant jury. Comme les deux hommes avaient des antécédents judiciaires, ils ont écopé de peines de 15 mois de prison.

Trois accusés reconnus coupables d'émeute et de séquestration ont reçu des peines de trois à six mois de prison. Six autres s'en tirent avec une absolution conditionnelle et une amende de 500 \$ pour atroupement illégal.

L'avocat des Mohawks, Daniel Lighter, a justifié le déversement de colère de la cinquantaine de Mohawks atroupés au palais de justice. «Je ne suis pas satisfait de cette décision qui envoie des gens en prison, en les séparant de leurs femmes et de leurs enfants. Tout ce qu'ils ont fait, c'est de s'opposer à un geste illégal, et je ne crois pas qu'ils méritaient un tel traitement», a-t-il commenté.

Une vingtaine de Mohawks avaient séquestré 67 policiers autochtones venus des quatre coins



SHAUN BEST REUTERS

Une juge a condamné les participants à l'émeute de janvier 2004 à Kanesatake à une amende pour certains et à des peines de prison allant jusqu'à 15 mois pour les autres.

de la province à la demande de l'ancien grand chef de Kanesatake, James Gabriel, dans l'espoir de mettre en échec le crime organisé sur le territoire. Les séquences de cette crise de trois jours, du 12 au 14 janvier 2004, sont encore palpables aujourd'hui.

James Gabriel, chassé de Kanesatake par l'incendie de sa maison, a perdu les élections tenues en juin dernier. Il a choisi de refaire sa vie en Ontario. Son successeur, Steven Bonspille, dirige tant bien que mal le conseil de bande. Il se retrouve seul face à six chefs qui sont des partisans de James Gabriel. Le conseil s'est réuni trois fois en présence d'un médiateur. «J'essaie de ramener la paix dans la communauté, et une décision comme celle [d'hier], ça n'aide pas, déplore Steven Bonspille. Notre sentiment, c'est qu'il s'agit d'une injustice. Ça nous envoie le message qu'on ne peut pas faire confiance au système de justice québécois.»

James Gabriel n'est pas surpris de cette réaction hostile. Steven Bonspille a clairement choisi le camp des émeutiers, a-t-il rappelé sur les ondes de LCN. Le grand chef Bonspille a d'ailleurs témoigné en faveur des accusés lors du procès, en déclarant que toute

l'opération policière montée par James Gabriel était illégale.

M. Bonspille a exigé jeudi une enquête publique pour faire la lumière sur les irrégularités ayant entouré cette opération. L'ancien ministre de la Sécurité publique Jacques Chagnon a aussi affirmé récemment que le raid était illégal et qu'il n'avait pas été informé de son ampleur. M. Chagnon a perdu son portefeuille de ministre en raison de sa piètre gestion du dossier de Kanesatake.

Deux ans après l'émeute, la police mohawk n'est toujours pas revenue sur le territoire de Kanesatake. Le dossier de la sécurité publique fait l'objet des plus vives tensions entre M. Bonspille et les six chefs au conseil de bande. Ces six chefs ont profité du jugement d'hier pour appeler à la guérison et à la reconstruction de la communauté. «Nous ne pouvons pas vivre dans un environnement où tout un chacun cherche des occasions pour rouvrir des blessures, nourrir la colère ou la haine envers ceux qui ne partagent pas leurs points de vue», écrivent-ils dans un communiqué annonçant leur intention de poursuivre la médiation.

Le Devoir

Colette BAILLARGEON

AU FIL DES JOURS AVEC ORPHÉE

Version anglaise en vente

176 pages - 13,95 \$

GUÉRIN, éditeur ltée (514) 842-3481

3^e année Savoirs essentiels en mathématiques au primaire

En vente dans toutes les librairies. Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Par un collectif d'auteurs
 Sous la direction de Michel DION

RESPONSABILITÉ SOCIALE DE L'ENTREPRISE ET DÉRÈGLEMENTATION

Le rôle de l'État et de l'entreprise privée.

192 pages - 31 \$

GUÉRIN, éditeur ltée (514) 842-3481

En vente dans toutes les librairies. Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Restauration de tableaux

œuvres anciennes et contemporaines

FIX

Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal
 514-484-8332
 www.themfixit.com
 DEPUIS 1953

SOLDES

AUTOMNE-HIVER 2005-2006

30% à 60%

Enfants Deslongchamps

Vêtements d'enfants 0 à 18 ans
 Vêtements de maternité

1007, RUE LAURIER OUEST, OUTREMONT
 TÉL.: 274-2442

THIERRY MUGLER
 REPORTER
 KENNETH COLE
 TOMBOLINI
 FRANCESCO SMALTO
 SAN REMO
 TORRAS

PATRICK GÉRARD
 TOMBOLINI
 VERTIGO
 OUI
 GLORIA GAUDETTE
 TORRAS

JUSQU'À 50% DE RABAIS SUR TOUT LA MARCHANDISE

doice doice

D-ANA UOMO

Pour Elle
 277, av. Laurier O.
 270-6154
 Centre de Commerce Mondial 844-9125

Pour Lui
 Centre de Commerce Mondial 281-7999
 5107, av. du Parc (angle Laurier)
 277-7558

Dystrophie musculaire Canada
 une action musculée

1.800.567.2236
 www.muscle.ca

IL FAUT UNE ACTION. UNE ACTION MUSCLÉE!

• LE MONDE •

Démonstration de force du Hamas, qui talonne le Fatah

IBRAHIM BARZAK

Gaza — Le Hamas a organisé hier plusieurs manifestations réunissant des dizaines de milliers de personnes dans toute la bande de Gaza, grande démonstration de force avant le scrutin législatif de mercredi dans lequel le Mouvement de la résistance islamique est donné au coude-à-coude avec le Fatah au pouvoir.

A Gaza, la foule, brandissant les drapeaux verts du Mouvement, scandait: «*Oui au changement et aux réformes!*», slogan mais aussi nom de la liste du Hamas.

Le Hamas gagne encore du terrain, menaçant le Fatah, qui dominait la vie politique palestinienne depuis des dizaines d'années: selon un dernier sondage de la Jerusalem Media and Communications Center, les deux partis sont désormais au coude-à-coude, le Fatah à 32 % des intentions de vote, contre 30 % au Hamas. A Gaza plus particulièrement, cet écart se resserre encore avec le Hamas à 36,4 %, talonnant le Fatah à 36,7 %. Cette enquête réalisée auprès de 1000 personnes comporte une marge d'erreur de plus ou moins 3,5 points de pourcentage.

Plus connu à l'étranger pour les

dizaines d'attentats suicide commis par ses membres, le Hamas a choisi la voie politique et séduit les électeurs palestiniens en promettant de lutter contre la corruption politique et de mettre fin à l'anarchie régnant dans la bande de Gaza depuis le retrait unilatéral israélien.

Dès après la prière de la mi-journée, c'est dans un ordre parfait que des dizaines de milliers de personnes sont parties assister aux meetings du Mouvement, portant casquettes et écharpes vertes, des centaines de jeunes défilant au pas en brandissant des drapeaux.

Outre la ville de Gaza, le Hamas avait organisé des meetings dans les camps de réfugiés de Jebaliya (nord) et Khan Younés (sud du territoire). Des candidats et des dirigeants importants du Mouvement devaient prendre la parole, les manifestants prêtant de leur côté serment de fidélité au Hamas.

Si, durant la campagne électorale, les candidats du Hamas ont adopté un ton modéré et conciliant et que la trêve des attentats est res-

pectée depuis des mois, le discours de la résistance à Israël est revenu sur le devant de la scène hier, plusieurs intervenants rappelant que les objectifs du Hamas restaient la destruction de l'Etat d'Israël et la prise de la Mosquée d'al-Aqsa à Jérusalem.

Le mouvement islamique fait campagne pour le changement et contre la corruption

De leur côté, les responsables israéliens affirmaient hier être prêts à négocier avec le Hamas s'il renonce à la violence et désarme après le scrutin du 25 janvier.

«*Si cela se produit, nous pouvons alors envisager de revoir notre position en ce qui concerne le Hamas*», a déclaré Raanan Gissin, haut res-

ponsable israélien. Et de remettre la pression sur Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne dont l'Etat hébreu attend toujours qu'il désarme les groupes armés. «*S'il échoue, alors nous devons clairement réévaluer la totalité de la situation*», a-t-il jugé. Israël n'a pas dit s'il romprait les liens avec les Palestiniens en cas d'entrée du Hamas au gouvernement.

Associated Press

Bachelet veut que le Chili tende la main à ses voisins

RODRIGO MARTINEZ

Santiago — La future présidente du Chili, Michelle Bachelet, va tenter d'améliorer les relations traditionnellement tendues avec la Bolivie et le Pérou, pays voisins, dont l'instabilité politique rejaillit négativement sur son pays.

Bachelet, élue dimanche, a également confié jeudi dans un entretien accordé à Reuters que son premier voyage à l'étranger se ferait en Argentine, un important partenaire commercial du Chili.

Elle a dit espérer que le Chili et la Bolivie pourraient rétablir des relations diplomatiques rompues en 1978 du fait des retombées lointaines d'une guerre datant du XIX^e siècle entre les deux pays, lors de laquelle le Chili a pris le contrôle d'un territoire côtier riche en minerai, privant la Bolivie d'accès à la mer.

«*J'espère que nous allons rétablir des relations diplomatiques normales*», a déclaré Mme Bachelet. *Je suis tout à fait disposée à le faire, et j'espère que le gouvernement bolivien veut aussi progresser dans cette direction.*

La Bolivie est riche en gaz naturel mais refuse de le vendre au Chili tant que ce dernier lui refu-



REUTERS

Michelle Bachelet deviendra la première femme à diriger le Chili.

se un accès à la mer. Le Pérou est lui aussi un fournisseur potentiel d'énergie au Chili qui, depuis quelques années, fait figure de moteur économique de la région.

Bachelet deviendra le 11 mars la première femme à assumer la présidence du Chili.

C'est la quatrième fois consécutive que le Chili se dote d'un dirigeant de centre-gauche. Le pays fait figure de havre de stabi-

lité dans la région, par contraste avec la Bolivie, par exemple, pays le plus pauvre d'Amérique latine, où des manifestations violentes souvent alimentées par un ressentiment antichilien ont abouti au cours des trois dernières années au renversement de deux présidents.

Le président élu de la Bolivie, Evo Morales, a lui aussi laissé entendre qu'il était favorable à une réconciliation et a personnellement invité Mme Bachelet à assister à son investiture, ce week-end.

Elle ne s'y rendra pas, mais le président Ricardo Lagos y sera le premier chef d'Etat chilien à assister à l'investiture d'un président bolivien.

«*La meilleure chose qui puisse arriver au Chili est que le Pérou, la Bolivie et l'Argentine se développent bien*», a déclaré la présidente élue, interrogée dans la cour de son quartier général de campagne.

Elle a par ailleurs déclaré qu'elle s'emploierait à entretenir de bonnes relations avec le vainqueur, quel qu'il soit, de l'élection présidentielle qui sera disputée en avril au Pérou par 23 candidats.

Reuters

EN BREF

Israël accuse l'Iran et la Syrie

Jérusalem — Israël a accusé hier l'Iran et la Syrie d'avoir préparé et financé l'attentat suicide de jeudi à Tel-Aviv. Cet attentat, qui a fait 30 blessés, constitue un défi de taille pour le premier ministre israélien par intérim Ehoud Olmert, qui assume le pouvoir depuis l'hémorragie cérébrale dont a été victime Ariel Sharon le 4 janvier. Il pourrait inciter Olmert à des représailles contre les activistes palestiniens, à quelques jours des élections législatives palestiniennes du 25 janvier. Raanan Gissin, collaborateur de Sharon, a déclaré à Reuters qu'Israël disposait de «*preuves amples et concrètes*» du financement par Téhéran de l'attentat perpétré par le Jihad islamique et de sa planification à Damas. Il a ajouté qu'il ne pouvait rendre ces preuves publiques. — Reuters

Ali Agca rentre en prison

Ankara — La Cour suprême de Turquie a ordonné hier la réincarcération de Mehmet Ali Agca, l'homme qui avait tiré sur Jean-Paul II en 1981. Agca a été remis en liberté la semaine dernière. Il avait purgé 19 ans de prison en Italie pour avoir tenté d'assassiner le pape avant d'être gracié à la demande de Jean-Paul II en 2000. Il a ensuite été extradé en Turquie, où il avait été condamné pour le meurtre d'un journaliste et pour vol. Le ministre turc de la Justice avait fait appel de la mise en liberté d'Agca. Au fil des années, Agca a attribué des motifs contradictoires à sa tentative d'assassinat du pape, évoquant en particulier un complot des services secrets bulgares et du KGB soviétique, ce que la Bulgarie a toujours démenti avec force. — Reuters

Crash d'un avion militaire slovaque

Hejce — Quarante-deux personnes, pour l'essentiel des militaires de retour d'une mission au Kosovo sous la bannière de l'OTAN, ont péri jeudi soir dans l'accident en Hongrie d'un avion militaire slovaque. L'accident s'est produit à 250 km de la capitale hongroise, Budapest, et à 20 km de la base slovaque de Kosice, où se rendait l'appareil. Ce dernier, un bimoteur «*Antonov 24*» de fabrication russe, s'est écrasé à 700 mètres d'altitude, dans une région montagneuse boisée et couverte de neige. La zone d'impact n'est pas habitée et reste difficile d'accès. L'avion avait décollé de la capitale kosovare, Pristina. Le contingent slovaque de la Force de stabilisation de l'OTAN au Kosovo compte une centaine de militaires. — Reuters

Pinochet est privé de son immunité pour les tortures à la Villa Grimaldi

Santiago — La Cour d'appel de Santiago a privé hier l'ex-dictateur chilien Augusto Pinochet de son immunité d'ancien président pour la torture de prisonniers dans le centre clandestin de Villa Grimaldi, où fut aussi détenue la nouvelle présidente du pays, Michelle Bachelet.

Pour que la levée d'immunité qui ouvre la voie au jugement de Pinochet dans cette affaire soit valable, elle doit être validée par la Cour suprême chilienne.

Le tribunal a décidé par treize voix contre cinq de supprimer l'immunité qui protège Pinochet dans le cadre d'une enquête sur la détention illégale et la torture de 59 personnes emprisonnées secrètement dans ce camp de prisonniers. Villa Grimaldi, du nom d'une ancienne maison de repos pour gens aisés située à Santiago, a servi de 1973 à 1978 de centre de détention clandestin aux terribles services secrets chiliens (DINA).

La nouvelle présidente chilienne Michelle Bachelet et sa mère

Angela Jeria y furent emprisonnées et torturées pendant un mois en 1975, après le coup d'Etat de Pinochet (11 septembre 1973) et l'arrestation du père de Mme Bachelet, le général d'aviation Alberto Bachelet.

«*La décision a été adoptée par une majorité nette de ministres [juges] et cela indique qu'il y a des présomptions claires et fondées de participation d'Augusto Pinochet à ces crimes comme pour d'autres pour lesquels il a déjà été privé de son immunité*», a indiqué l'avocat représentant les parties civiles, Hernan Quezada.

Hiérarchie

Même si Pinochet a déjà perdu à quatre reprises son immunité d'ancien président autoproclamé (1973-90), c'est la première fois qu'il en est privé pour des délits liés à des détentions illégales.

En motivant la demande de levée d'immunité de Pinochet, le juge d'instruction Alejandro Solís décrit Villa Grimaldi comme «*le*

centre secret de détention et de torture le plus grand de Santiago».

«*Dans cette enceinte opérait un groupe d'agents à caractère militaire pour la verticalité de leur hiérarchie qui appliquaient des ordres explicites et catégoriques pour du travail de renseignement venant de leur directeur, qui répondait lui-même devant son supérieur hiérarchique, le président de la république et commandant de l'armée Augusto Pinochet*», selon les motivations du juge.

Selon des renseignements officiels, 226 personnes sont mortes sous la torture et 4500 ont été soumises à toutes sortes de mauvais traitements physiques et psychologiques à Villa Grimaldi.

La villa, construite dans les années 30, a été démolie peu avant la fin de la dictature, en 1988, mais un petit musée témoigne des horreurs subies par les prisonniers clandestins au milieu d'un très beau parc.

Agence France-Press

CONCOURS

LE DEVOIR



CUBANA

Sol Melid CUBA

Varaplaya TOURS

BIKINI & CULTURE

A VARADERO A LA HAVANE

Sol Palmeras ****



TRYP HABANA LIBRE ****





www.solmeliacuba.com

Cuba

CE VOYAGE POUR DEUX COMPREND :

Billets d'avion aller-retour sur Cubana à destination de La Havane, quatre jours formule tout-inclus à l'hôtel Sol Palmeras Beach Resort à Varadero, trois jours à l'hôtel Tryp Habana Libre à La Havane, petits-déjeuners inclus. Transferts et taxes non compris.

LE DEVOIR

Retournez à : Concours BIKINI & CULTURE 2006, rue de Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec) H3A 3S1

Le tirage aura lieu le 2 février 2006 à 15h.

Faites-nous parvenir les coupures de participation avant le 1^{er} février 2006 à 17h30. Le concours s'adresse aux personnes de 18 ans et plus. Un seul coupon par personne.

Les reproductions électroniques ne seront pas acceptées.

Les conditions et règlements du concours sont disponibles à la réception du Devoir.

Nom :

Adresse : App. : Ville :

Code postal : Courriel :

Téléphone : (rés.) (jur.) Abonné(e) : Oui Non

Question mathématique : 8+23x3-30 =

PIERRE TRUDEL & COMPlices



Pierre Trudel et complices du lundi au vendredi dès 5:30

Josée Legault, Yves Boisvert, Ron Fournier, Jacques Demers, Michel Bergeron, Richard Desmarais, Pierre Lacasse, Martin McGuire, Christian Gauthier et vous...





CKAC
730AM
LA voix du Québec

ckac.com

LE MONDE



Irak: les chiites sont les vainqueurs mais devront former une coalition

QASSIM
ABDOUL-ZAHRA

Bagdad — L'Alliance irakienne unifiée (AIU), coalition de partis chiites conservateurs, a remporté la majorité des sièges du Parlement irakien, mais pas suffisamment pour gouverner seule. Elle devra donc former une coalition en se trouvant des partenaires, selon les résultats des législatives du 15 décembre dernier annoncés hier par la commission électorale.

L'AIU a remporté 128 des 275 sièges du Parlement irakien et détient donc une majorité relative au sein de la nouvelle assemblée, mais elle est en recul par rapport aux 146 qu'elle avait gagnés en janvier 2005, a précisé Safouat Rachid, un responsable de la commission. Il lui aurait fallu 138 sièges pour gouverner sans partenaires. La coalition des partis kurdes a décroché 53 sièges, ce qui constitue une baisse par rapport aux 75 obtenus l'an dernier.

Le Front de la concorde nationale, principal groupe sunnite irakien, a obtenu de son côté 44 députés. Un autre mouvement sunnite, le Front pour le dialogue national, dirigé par Saleh al-Motlak, en a remporté onze. Quelques sunnites appartenant à d'autres partis ont aussi été élus députés.

Les sunnites, qui ne détenaient que 17 sièges au sein de l'assemblée sortante, ont donc réalisé une percée lors de ce scrutin. Il faut dire que de nombreux sunnites avaient boycotté les précédentes élections en janvier 2005.

Malgré ce meilleur résultat, un homme politique sunnite, Salman al-Jumaili, a fait part de sa déception et a renouvelé ses plaintes concernant des irrégularités électorales commises pendant le scrutin du mois de décembre. Néanmoins, il a assuré que les sunnites seront partie prenante dans le Parlement et le gouvernement.

La Liste nationale irakienne de l'ancien premier ministre chiite Iyad Allaoui a remporté de son

côté 25 sièges, contre 40 lors du dernier scrutin. À noter aussi que la liste d'Ahmed Chalabi, ancien protégé des Américains, n'a obtenu aucun siège.

Plaintes

Les partis irakiens ont quatre jours pour contester les résultats, qui sont en quasi-conformité avec les résultats provisoires annoncés juste après le scrutin. Les autorités auront ensuite dix jours pour étudier les plaintes avant de confirmer les résultats, ce qui permettra alors de réunir le Parlement pour nommer un nouveau gouvernement.

Les États-Unis espèrent que le poids plus important des sunnites au sein du Parlement et du gouvernement contribuera à réduire l'insurrection sunnite, ce qui permettrait aux troupes américaines et à celles des autres pays de la coalition de commencer leur retrait du pays.

Jedi, la Mission internationale pour les élections irakiennes, une instance regroupant 10 pays présidée par le Canada, avait annoncé dans un rapport que de nombreuses irrégularités et des fraudes signalées avaient entaché les élections du 15 décembre, mais que les Irakiens devaient être félicités pour un scrutin qui s'est déroulé dans un calme relatif malgré le climat de violence.

Bagdad et quatre autres provinces étaient sous sécurité maximale hier, de crainte de nouveaux attentats au jour de l'annonce officielle des résultats.

Par ailleurs, alors que l'ultimatum fixé par les ravisseurs de Jill Carroll devait expirer hier soir, et à l'initiative de Reporters sans frontières (RSF), les représentants de la communauté musulmane et d'anciens otages français ont lancé un appel à la libération de la journaliste américaine enlevée le 7 janvier à Bagdad. Jill Carroll collaborait notamment pour le journal américain *Christian Science Monitor*.

Associated Press



MUSHTAQ MUHAMMAD REUTERS
Des chiites ont brandi le portrait d'un chef assassiné, Mohamed Baqir al-Hakim, hier à Kerbala.

L'Iran transfère ses réserves hors d'Europe

Téhéran et Vienne — L'Iran est en train de transférer ses réserves en devises, notamment celles provenant de ses recettes pétrolières, d'Europe vers les pays d'Asie du Sud-Est, pour contrer d'éventuelles sanctions internationales à propos de son programme nucléaire.

Mais le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed el-Baradei, souhaite donner à l'Iran jusqu'à mars pour se mettre en règle avec les demandes de ses inspecteurs et refuse de faire un rapport en urgence comme le souhaitent les Européens, a-t-on appris de source diplomatique hier.

Répondant à une question à propos d'un transfert éventuel des réserves en devises de l'Iran vers les pays d'Asie du Sud-Est, le président de la Banque centrale, Ebrahim Sheibani, a affirmé: «Nous transférons nos réserves de tous les secteurs, notamment les réserves [provenant de recettes pétrolières], là où nous le jugeons nécessaire.» «Nous transférons nos réserves là où nous le jugeons bon», a-t-il affirmé en réponse à un journaliste qui lui demandait si l'Iran allait transférer la totalité de ses réserves vers l'Asie.

Jedi, le ministre iranien de l'Économie et des Finances, Davoud Danesh Jafari, avait affirmé que les Européens n'avaient pas le droit de bloquer les avoirs iraniens.

Les Occidentaux, notamment les Européens, veulent renvoyer le dossier nucléaire iranien au Conseil de sécurité pour convaincre l'Iran de renoncer à une partie de son programme nucléaire. Le ministre iranien avait toutefois qualifié de «politiques» les informations de presse sur le transfert des réserves iraniennes dans les banques européennes vers des banques asiatiques.

Second pays producteur de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), l'Iran a eu 42 milliards de dollars de rentrées pétrolières en 2005. Les réserves en devises de l'Iran dans les banques

étrangères, principalement européennes, sont évaluées à plus de 36 milliards de dollars.

Londres, Paris et Berlin ont appelé à une réunion d'urgence de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) le 2 février, après la reprise le 10 janvier par Téhéran de ses activités de recherche en matière d'enrichissement d'uranium pour renvoyer le dossier iranien vers le Conseil de sécurité de l'ONU.

Mais de nombreux responsables européens ont déclaré qu'un tel renvoi ne signifiait pas que des sanctions économiques allaient être imposées à Téhéran.

Le conseil des gouverneurs extraordinaire de l'Agence internationale de l'énergie atomique, convoqué pour les 2 et 3 février, devrait soumettre le dossier iranien au Conseil de sécurité de l'ONU, après la reprise d'activités d'enrichissement d'uranium en Iran.

«M. el-Baradei ne souhaite pas avancer tout d'un coup la date de la remise de son rapport, a indiqué un diplomate occidental, qui ajoute: «Il ne pourra pas se procurer plus tôt l'information dont il a besoin» et il veut faire preuve de fair-play à l'égard des Iraniens, à qui il a donné jusqu'à mars pour se mettre à jour. Ce «rapport détaillé» doit porter sur «l'application des garanties» de non-prolifération par l'Iran concernant son programme nucléaire sur lequel l'AIEA enquête depuis trois ans. Mohamed el-Baradei a récemment exprimé son «impatience» envers Téhéran.

L'Iran a sans doute reçu de façon clandestine des centrifugeuses sophistiquées pour enrichir de l'uranium, ce qui alimenterait les doutes sur la nature pacifique de ses programmes nucléaires, ont d'autre part indiqué des sources diplomatiques hier. Si la livraison de ces centrifugeuses P2 par un réseau de contrebande pakistanais se confirmait, ce serait un élément à charge contre l'Iran.

Agence France-Presse

Vue privée

Google défie le gouvernement Bush

MATTHIEU
DEMEESTERE

New York — Le débat sur la défense des libertés individuelles aux États-Unis rebondit avec le refus de Google de fournir au gouvernement les listes des résultats des recherches lancées sur son site dans le cadre de la lutte contre la pornographie.

Le géant Internet américain a décidé de s'opposer au ministère de la Justice (DoJ), estimant «abusif» qu'il cherche à obtenir une liste d'un million de sites Internet accessibles grâce au célèbre moteur de recherche ainsi que tous les intitulés de mots clés utilisés sur une semaine.

L'objectif du gouvernement est de défendre le bien-fondé d'une loi fédérale de 1998 destinée à protéger les enfants des contenus pornographiques accessibles en ligne.

Ce texte est actuellement attaqué en justice par des défenseurs des libertés individuelles qui le jugent contraire au premier amendement de la Constitution garantissant la liberté d'expression.

Selon l'Electronic Frontier Foundation (EFF), qui défend la liberté sur Internet et compte parmi les opposants à la loi, celle-ci exige «des démarches difficiles et coûteuses» à tous ceux qui veulent mettre en ligne des images ou vidéos de sexe. Tous les «contenus sexuels» sont menacés, selon l'EFF, même les «non obscènes» ne montrant aucun enfant.

Logiquement, l'EFF a applaudi

à la résistance affichée par Google, qui a choisi de «défendre la vie privée de ses usagers dans cette affaire».

«Nous sommes contents», a renchéri Ari Schwartz, du Center for Democracy and Technology à Washington. «La requête [du gouvernement] est vraiment scandaleuse, en particulier parce qu'elle essaie de défendre une loi anticonstitutionnelle», a-t-il ajouté.

Parmi les piliers américains d'Internet, Google fait visiblement cavalier seul contre la loi COPA (Child Online Protection Act).

Selon la presse américaine, MSN, AOL et Yahoo! se sont tous pliés aux requêtes du ministère de la Justice, Yahoo! soulignant l'avoir fait sans fournir d'éléments susceptibles d'identifier un usager. Ce dernier joue la prudence depuis que sa filiale à Hong Kong a été accusée d'avoir livré à la police chinoise des renseignements ayant conduit à l'arrestation d'un journaliste.

Hier, l'administration Bush s'est défendue des accusations d'atteinte à la vie privée. Le DoJ «ne demande pas qu'on lui décline des renseignements qui identifieraient une personne», a déclaré Scott McClellan, porte-parole de la Maison-Blanche. «Nous essayons de trouver les termes des recherches et les sites Internet», a insisté Charles Miller, un porte-parole du DoJ.

S'il s'agit de protéger les en-

fants, pourquoi ne pas interroger directement et enquêter sur leurs habitudes en matière de recherches?, ont de leur côté suggéré les experts du site SearchEngineWatch.

«Cela apporterait énormément de données et serait utile pour pouvoir tester rigoureusement les systèmes de filtre» que proposent les fournisseurs d'accès, ont-ils ajouté.

Pour l'instant, estime EFF, «le gouvernement demande à Google de faire son sale boulot» puisque le groupe Internet recèle une quantité indescriptible d'information.

«Si Google continue de rassembler et de garder autant d'information sur ses usagers, les gouvernements et les avocats du privé continueront d'essayer de les obtenir», met en garde Kevin Bankston, juriste à EFF.

Joe Wilcox, du cabinet d'études Jupiter Research, souligne que la recherche en ligne chez Google «est le moyen pour parvenir à une fin, et cette fin, c'est l'accès à l'information» afin de proposer aux annonceurs publicitaires des ciblage les plus précis possibles.

Le tout pour Google, ajoute cet expert, est de garder la confiance de ses usagers, et l'opposition du groupe au gouvernement se justifie «à la fois dans sa philosophie et pour des raisons commerciales».

Agence France-Presse

Réformer ou reformer ?

La pertinence des Nations Unies 60 ans plus tard

Dans le cadre des événements organisés par l'Observatoire sur les missions de paix de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM



LES GRANDES PUISSANCES PEUVENT-ELLES ET VEULENT-ELLES SAUVER L'ONU ?
Quelle place la réforme fera-t-elle aux êtres humains ?

Judi 26 janvier 2006

CONFÉRENCE D'OUVERTURE

Louise Fréchette, Vice-secrétaire générale aux Nations Unies

LES ÉTATS-UNIS

Thomas Weiss, Directeur, Ralph Bunch Institute for International Relations

LA RUSSIE

Michel Cormier, journaliste, Radio-Canada

LA CHINE

André Laliberté, professeur, UQAM

LA FRANCE

Jean-Jacques Roche, professeur, Université Panthéon-Assas

LA GRANDE-BRETAGNE

Julian Lindley-French, Institut d'études sur la sécurité de l'Union européenne

Animation

Jean-François Lépine, animateur-reporter, Radio-Canada

Judi 26 janvier 2006, de 18 h 30 à 20 h 30

Université du Québec à Montréal
Amphithéâtre SH-2800
Pavillon Sherbrooke
200, rue Sherbrooke Ouest
Place-des-Arts

Entrée libre
Renseignements et inscription : www.dandurand.uqam.ca

Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques
(514) 987-6781
chaire.strat@uqam.ca

PARTENAIRES

LE DEVOIR

Affaires Étrangères
Canada

Foreign Affairs
Canada

CHAIRE
Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques

INSTITUT
D'ÉTUDES
DIPLOMATIQUES
DE MONTRÉAL
UQAM

UQAM
Prenez position

SOLDE D'HIVER

Tous les meubles à prix réduits

Du 14 janvier au 4 février

100 Laurier Ouest, Montréal Qc H2T 2N7
(514) 273-7088 - www.artselect.ca
Fermé les dimanches et lundis

IMPORTATEUR DE MEUBLES DE FRANCE



ACTUALITÉS

PANIQUE

«On pourrait se retrouver avec un gouvernement fédéral qui, pour la première fois, n'aurait aucun ou à peu près aucun représentant à Toronto et à Montréal. C'est pourtant là que se retrouve l'essentiel de l'activité artistique du pays.»

SUITE DE LA PAGE 1

Info-Culture de Radio-Canada qu'un gouvernement conservateur respecterait l'engagement libéral de doubler le budget du Conseil des arts pour le faire passer à 300 millions en 2008. Elle a ensuite déclaré au *Devoir* que cet argent n'avait pas été réservé par les libéraux et qu'il faudrait soumettre le Conseil des arts, comme les autres grandes institutions nationales, à un examen critique approfondi avant de décider des budgets futurs.

Les réactions se bousculent depuis. Le Mouvement pour les arts et les lettres (MAL), qui regroupe huit associations artistiques québécoises, se dit désolé de ce retournement. Le MAL milite pour la hausse du budget du Conseil des arts depuis cinq ans. «Si les conservateurs prennent le pouvoir, nous allons tout faire pour les convaincre du bien-fondé de hausser les budgets», dit Bastien Gilbert, porte-parole du MAL, qui représente 14 000 artistes québécois. «La promesse gouvernementale a été faite et il faudrait la respecter.» La Fédération canadienne-française, qui défend «l'expression artistique et culturelle des communautés francophones et acadiennes», a manifesté par communiqué sa position «inquiète et perplexe pour la suite des choses».

Avec ses propres déclarations, Patrick Clune, candidat conservateur dans Saint-Lambert, n'a pas rassuré les groupes de pression. Invité cette semaine à l'émission *Maisonnette à l'écoute* de la Première Chaîne de Radio-Canada, il a fait une sortie contre le Conseil des arts, affirmant que cet organisme ne subventionne que la culture de pointe et les institutions des grandes villes.

Cette logique tourmente Simon Brault, également membre fondateur de Culture Montréal, un groupe qui rassemble les forces vives de la métropole qui s'intéressent à son développement par et pour la culture. «On pourrait se retrouver avec un gouvernement fédéral qui, pour la première fois, n'aurait aucun ou à peu près aucun représentant à Toronto et à Montréal», dit M. Brault. C'est pourtant là que se retrouve l'essentiel de l'activité artistique du pays. Ce sera pour le moins intéressant à suivre.

M. Brault note également le nombre croissant de déclarations conservatrices à propos de l'impitoyabilité des grands organismes de soutien aux arts et à la culture. «À mon avis, cette réalité apparaît plus inquiétante que l'absence de promesses chiffrées. Quand on tient un discours sur la reddition de comptes dans le domaine culturel, on glisse facilement vers des choix esthétiques ou l'idéologie. On en vient par exemple à se demander ce qui constitue un investissement responsable dans la création artistique. Ce genre de glissement me semble plus inquiétant que le débat sur l'argent.»

Panique culturelle

À propos d'argent, Beverly Oda, critique de l'opposition officielle en matière de culture, est visiblement très appréciée par l'industrie télévisuelle privée: lors d'une soirée de financement qui s'est déroulée le 24 mai dernier à Toronto, elle a bénéficié de l'appui sonnant et trébuchant de plusieurs dirigeants de cette industrie.

Cet appui n'est pas banal quand on sait que Mme Oda pourrait être la prochaine ministre du Patrimoine si le Parti conservateur est élu lundi. En entrevue au *Devoir* cette semaine, elle affirmait qu'il fallait «revoir le mandat de Radio-Canada à la lumière des nouvelles chaînes et des demandes du public pour les chaînes publiques».

On sait que le secteur télévisuel privé s'oppose à l'augmentation des fonds à Radio-Canada. Certains de ses représentants voudraient même réduire le mandat de la télévision publique et réduire en conséquence les fonds qui lui sont accordés.

En mai dernier, trois membres importants du secteur privé des communications invitaient leurs collègues à un 5 à 7 de financement pour appuyer Bev Oda, députée de Durham, en Ontario. L'activité s'est déroulée dans l'immeuble de l'entreprise Corus à Toronto, et les trois hôtes étaient John Cassidy, président et chef de la direction de Corus, Phil Lind, vice-président de Rogers Communications, et Glenn O'Farrell, président et chef de la direction de l'Association canadienne des radiodiffuseurs, un puissant groupe de pression qui rassemble tous les télédiffuseurs privés au pays.

Par ailleurs, selon des documents officiels d'Élections Canada consultés par *Le Devoir*, entre la mi-mai et la mi-juin 2004, soit un an auparavant, l'Association conservatrice de Durham avait amassé plus de 27 000 \$ en dons privés, dont plusieurs provenaient de membres de l'industrie télévisuelle. Parmi les donateurs (les dons individuels étaient généralement de 250 ou de 500 \$), on retrouve Leonard Asper (CanWest), Louis Audet (Cogeco), André Bureau (Astral), John H. Cassidy (Corus), Glenn O'Farrell (Association canadienne des radiodiffuseurs), entre autres. Pour la même période, selon les mêmes documents, l'Association conservatrice de Durham a également reçu plus de 3000 \$ en provenance de neuf entreprises, dont Alliance Atlantis, Astral Media, CanWest et Chum.

On remarquera que l'Association canadienne des radiodiffuseurs a rejeté la semaine dernière la demande de certains artisans du secteur télévisuel, dont un groupe de comédiens canadiens-anglais, qui voudraient que le CRTC réintroduise dans sa réglementation une obligation plus stricte pour les télédiffuseurs privés de diffuser aux heures de grande écoute des fictions canadiennes. Glenn O'Farrell avait alors déclaré que cette suggestion «n'avait aucun sens».

Le Devoir

SUITE DE LA PAGE 1

Pourtant, il est difficile de trouver une organisation ou un leader religieux qui soit prêt à s'afficher «Harper» sans équivoque dans cette campagne (à part les Chevaliers de Colomb, dont le leader a publié une lettre le mois dernier). La consigne de prudence, racontent des sources, a été adressée à toute la nébuleuse religieuse canadienne et dépasse même les frontières du parti.

Si on ne les entend pas davantage, c'est que «les religieux sont moins importants qu'on le dit pour le Parti conservateur», soutient Paul Jackson, chroniqueur au *Calgary Sun*, qui dit bien connaître Harper. «De toute façon, il les a calmés en promettant de tenir un vote libre sur le mariage homosexuel», opine-t-il. Selon lui, on peut faire un parallèle entre la stratégie que le chef Brian Mulroney avait adoptée en 1984 face aux conservateurs de l'Ouest qui réclamaient le rétablissement de la peine de mort: un vote libre au Parlement, tenu tôt pendant le mandat, un non clair, et le tour est joué.

Mais plusieurs militants religieux opposés au mariage homosexuel — bien qu'ils se montrent prudents sur ces questions ces jours-ci — laissent savoir qu'ils ne lâcheront pas le morceau.

«En démocratie, aucune question n'est réglée pour toujours», dit Joseph Ben-Ami, directeur exécutif de l'Institute for Canadian Values, un nouveau *think tank* de droite fondé en mars 2005. M. Ben-Ami, qui a travaillé au cabinet de l'ancien chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day (ce qu'il passe sous silence en entrevue), estime «intéressant» de voir les conservateurs mener dans les intentions de vote: «Les scores sont particulièrement surprenants dans votre province!» Mais il insiste: «Nous sommes tout à fait non partisans, nous travaillons avec tous les partis.»

L'institut en question, qui revendique près de 10 000 membres, bénéficie d'un budget d'un peu moins d'un million de dollars et compte une quinzaine d'employés, fait partie de la stratégie des *social conservatives*, ou conservateurs sociaux ou moraux, ces militants du spectre idéologique (et non du parti) conservateur surtout intéressés par les questions dites morales. Ils souhaitent éviter de se faire faire un «coup à la Mulroney», comme une source nous l'a affirmé.

Basé à Ottawa, l'organisme s'est donné pour but de représenter les intérêts et les opinions des gens de «diverses convictions religieuses», peu importe dans quel parti ils se trouvent. «Il y a bien des juifs, des musulmans, etc., qui s'opposent au mariage homosexuel», par exemple.

C'est après le combat perdu contre le mariage homosexuel, auquel il a participé, que M. Ben-Ami et certains compagnons d'armes ont conclu qu'un tel lobby «manquait cruellement» dans la capitale fédérale. «Nous nous sommes dit qu'il fallait être ici sur une base permanente, certes pour influencer le pouvoir mais aussi pour faire de la recherche, éduquer les gens, faire connaître nos positions.» Selon lui, il se fait beaucoup de militantisme à gauche mais pas assez à droite. «À l'heure actuelle, il n'y a pas de vrai mouvement

SUITE DE LA PAGE 1

les élections de «référendaires».

Les sept ministres libéraux du Québec, envoyés en renfort hier pour dépendre les «politiques de droite» des conservateurs, n'étaient plus du tout enclins à parler d'unité nationale. Les lignes du communiqué sur le «fédéralisme asymétrique» n'ont d'ailleurs pas trouvé de voix dans les discours des sept ministres, qui préféraient mettre en garde contre «les éléments d'extrême droite» du PC et le «vieux fond réformiste» qui menace de relâcher surface, selon les termes du lieutenant libéral pour le Québec, Jean Lapierre.

«Nous sommes assez réalistes. Il est très clair qu'après avoir dirigé ce pays pendant 12 ans, les gens ont un désir de changement. La question qu'on pose aux gens avant d'aller voter, c'est le changement pour quoi, pour qui?», a fait valoir la ministre des Affaires intergouvernementales, Lucienne Robillard.

Ses collègues ont ensuite énuméré les périls qui guetteraient le pays sous un gouvernement conservateur. Selon les ministres libéraux, un gouvernement Harper renierait l'engagement du Canada à l'endroit du protocole de Kyoto, relancerait le débat sur la participation au bouchier antimissile américain, alignerait sa politique étrangère sur celle des Américains, sabrerait les budgets destinés aux arts et à la télévision publique, etc.

Leur chef a tapé sur un clou similaire hier, alors qu'il faisait campagne dans les Maritimes. Paul Martin a martelé toute la journée qu'un gouvernement conservateur restreindrait le «droit des femmes de choisir pour elles-mêmes» — évitant à tout prix de dire le mot «avortement». Il a reproché à Stephen Harper de ne pas vouloir dévoiler sa position personnelle sur le sujet, bien que ce dernier ait répété à plusieurs reprises qu'il n'était pas dans son intention d'ouvrir le débat sur cette question.

La stratégie de l'épouvantail, qui s'inspire largement du script de la dernière campagne électorale, du moins le temps d'un point de presse. Paul Martin a été forcé d'admettre qu'il permettrait un vote libre des simples députés si un projet de loi était déposé sur l'avortement, tout comme son rival conservateur. «On va faire ce qu'on a fait dans toute la question du mariage gai», a reconnu M. Martin.

Pretenant acte de l'élection quasi certaine des conservateurs, le chef du NPD s'est quant à lui employé à présenter son parti comme le seul en mesure de contrebalancer un gouvernement Harper. «Qui va faire vraiment contrepois à Stephen Harper au Parlement? Un Parti libéral brisé et abattu? Je ne crois pas», a fait valoir M. Layton, qui peut espérer profiter quelque peu de la déconfiture libérale à la lumière des sondages. Les derniers jours seront cependant cruciaux pour le NPD, qui avait vu les in-

CANADA

de droite religieuse au Canada», affirme-t-il.

Inspiration américaine

Ainsi, fin novembre, l'Institute for Canadian Values (ICV) a organisé la Canadian Values Conference, dont le point d'orgue a été le discours de Ralph Reed, célèbre militant de droite américain, ancien directeur exécutif de la Christian Coalition et organisateur pour la réélection de George W. Bush en 2004. L'an dernier, *Time Magazine* a présenté M. Reed en couverture comme «la main droite de Dieu». «C'est un organisateur de terrain hors pair», dit M. Ben-Ami, de qui la droite canadienne peut beaucoup apprendre. «Le travail de terrain [grass roots] fonctionne toujours et ça fonctionnera au Canada», a déclaré M. Reed à Toronto, selon une transcription de son discours. L'autre principe présenté par M. Reed: ne pas diluer le message conservateur dans l'espoir d'attirer plus de monde. «Vous pouvez gagner! [...] L'histoire n'est pas statique. Son cours peut être modifié», a-t-il déclaré.

Président de la Campagne Québec-Vie (contre l'avortement), Luc Gagnon milite au Parti conservateur et a participé au colloque de l'ICV. Il dit avoir beaucoup apprécié le discours de Ralph Reed à Toronto le 1^{er} décembre dernier, où il a aperçu plusieurs candidats conservateurs bien connus comme Jim Flaherty, qui a fait partie du gouvernement de Mike Harris et «qui pourrait bien être le prochain ministre des Finances du Canada». En fait, se réjouit M. Gagnon, «trois ministres des Finances potentiels sont pro-vie et pro-mariage traditionnel: Stockwell Day, Monte Solberg [candidat dans Medicine Hat, en Alberta] et Jim Flaherty».

Catholique traditionaliste, directeur d'*Egardés*, une petite revue autoproclamée de «résistance conservatrice», M. Gagnon ne portait plus à terre cette semaine. «Il se produit ce que j'ai toujours espéré», a-t-il confié devant la perspective d'une victoire conservatrice. Sur la question de l'avortement, il le dit d'emblée: «Avec une députation conservatrice, on a des chances de marquer des points.» Il prévoit une «stratégie élitiste» avec des députés de projets de loi d'initiative privée: «Il y a des moyens détournés pour remettre sur la table la question de l'avortement.» Selon lui, une première étape pourrait consister à proposer un projet de loi d'initiative privée sur l'avortement «tardif». Il estime aussi que le député «pro-vie» albertain Gary Breitkreuz déposera de nouveau un projet de loi présenté l'an dernier et qui réclamerait du gouvernement canadien des «études très précises sur les conséquences de l'avortement sur la santé psychologique et physique des femmes pour éclairer davantage les femmes par rapport à l'avortement», affirme-t-il.

M. Gagnon, qui était au congrès du Parti conservateur en mars 2005 à Montréal, en garde un bon souvenir: «Notre combat premier à nous, délégués du Québec du conservatisme moral, était sur le mariage gai, et nous l'avons emporté: 54 % des délégués du Québec se sont prononcés en faveur du rétablissement de la définition traditionnelle du mariage.»

Selon lui, après lundi, il y a de bonnes chances que lors d'un vote libre en Chambre, une majorité rejette le mariage homosexuel puisque les rangs de ceux

qui s'y opposent sont appelés à croître. Prédiction confirmée par son adversaire idéologique, Gilles Marchildon, de l'organisme Egale Canada, voué à la promotion et à la défense du mariage homosexuel. «En effet, c'est ce qu'on craint, selon certaines compilations de candidats qu'on est à faire», dit-il. Fin mai 2005, Charles McVety, président du Canada Christian College — personnage clé dans les organisations évangéliques canadiennes —, déclarait au *Globe and Mail*: «Nous souhaitons qu'il y ait des candidats pro-mariage [traditionnel] dans tout le pays. Au Parlement actuel, nous avons 141 députés pro-mariage et notre espoir est d'obtenir un Parlement pro-mariage.» (Notons que malgré plusieurs messages laissés à son bureau et chez lui, M. McVety n'a jamais rappelé *Le Devoir*.)

Des observateurs soulignent que plusieurs candidats conservateurs sont issus des organisations à orientation religieuse ou de conservatisme social. Dans Ajax-Pickering, en Ontario, le pasteur Rondo Thomas, vice-président du Christian College of Canada, est candidat avec l'appui actif de Charles McVety. Darrel Reid, candidat dans Richmond, en Colombie-Britannique, est un ancien président de l'organisation Focus on the Family, un lobby entre autres opposé à l'homosexualité et qui a récemment ouvert un bureau à Ottawa. Reid a aussi été chef de cabinet de Preston Manning au moment où celui-ci était chef de Reform Party. David Sweet, candidat dans Ancaster-Dundas-Flamborough-Westdale, en Ontario, a été président de la filiale canadienne de l'organisation américaine des Promise Keepers. Quant à Cindy Silver, candidate dans North Vancouver, elle a été directrice exécutive du Christian Legal Fellowship.

Luc Gagnon estime que si ces personnes sont élues ou réélues, elles pourraient faire avancer des dossiers importants pour les conservateurs sociaux ou moraux. Au Québec, il salue l'appui du candidat de Beauce, Maxime Bernier, à «la définition traditionnelle du mariage». Mais il déplore que des Josée Verner (dans Saint-Laurent) ou encore un Daniel Fournier (dans Outremont) se soient déclarés ouvertement pro-choix et en faveur du mariage homosexuel.

«Ce sont des «red Tories», dit Richard Bastien, économiste retraité du gouvernement fédéral, senior fellow de l'Institute for Canadian Values et directeur de la Catholic Civil Rights League de la région d'Ottawa. À écouter M. Bastien, on se demande si ces «red Tories» (à la Joe Clark) ont encore leur place au sein du parti de Stephen Harper. Selon M. Bastien (qui écrit aussi dans la revue *Egardés*), c'est une raison pour les conservateurs sociaux comme lui de se méfier du PC, même s'il admire M. Harper. «Ce qui est important pour nous, c'est de créer un mouvement conservateur» dans la société canadienne, comme celui qui a permis aux néoconservateurs américains non seulement de remporter la présidence deux fois plutôt qu'une mais de contribuer à transformer de l'intérieur la société américaine. Et l'arrivée au gouvernement d'un Parti conservateur «non progressiste» «ne nuira sans doute pas», dit-il.

Le Devoir

BLEU

«Qui va faire vraiment contrepois à Stephen Harper?»

SUITE DE LA PAGE 1

tentions de vote se dégonfler dans l'urne en 2004 au profit des libéraux.

Au Québec, le chef du Bloc québécois tentait lui aussi de se positionner comme une garantie contre des visées trop à droite d'un éventuel gouvernement conservateur. «Je refuse de donner un chèque en blanc à Stephen Harper», a lancé Gilles Duceppe, de passage dans la circonscription de Pontiac, où sa candidate Christine Emond-Lapointe est au coude à coude avec le conservateur Lawrence Cannon.

Si le Bloc espère dégommer quelques ministres libéraux à Montréal, il bataille ferme contre les conservateurs dans plusieurs circonscriptions en région. Dans Jonquière-Alma, le whip du Bloc, Michel Gauthier, a senti le besoin de venir prêter main-forte au député Sébastien Gagnon, qu'un sondage place deux points derrière le conservateur Jean-Pierre Blackburn.

«Il y a danger en la demeure», a fait valoir M. Gauthier. «L'approche du programme conservateur pour le Québec et pour le Saguenay, c'est l'apocalypse», a dit le whip dans un appel où transpirait l'inquiétude.

Analyse de la campagne

Les conservateurs semblent en voie de réussir là où ils avaient échoué en 2004, soit se présenter comme une solution de rechange crédible aux libéraux. «La campagne conservatrice n'a pas créé le désir de changement, elle l'a canalisé. [...] On est en train de terminer en 2006 ce que les gens voulaient faire en 2004», observe M. Fréchette en soulignant que le désir de changement était aussi très fort dans l'électorat lors des dernières élections. Les Canadiens avaient cependant hésité à la dernière minute à confier les rênes du pouvoir à un parti qu'ils estimaient trop à droite. «Le Parti conservateur a mieux travaillé, ils se sont adaptés, ont évolué. [...] La campagne de peur [des libéraux] peut avoir un effet boomerang», poursuit-il.

Les récents sondages, qui marquent un arrêt de la montée conservatrice, voire un léger fléchissement, laissent cependant croire que les Canadiens hésitent encore un peu. «Les conservateurs ont prouvé qu'ils pouvaient être une solution de remplacement aux libéraux. En même temps, il y a encore un doute. Les Canadiens n'ont pas entièrement confiance et cela risque de produire une victoire minoritaire», avance Claude Denis, politologue à l'Université d'Ottawa.

Mais voilà, il est assez compliqué d'élire un gouvernement à la carte. «Le problème, c'est que, dans les boîtes de scrutin, on n'a pas encore installé une cloche qui sonne pour dire: «O.K., arrêtez, on l'a, le gouvernement minoritaire», dit M. Fréchette avec ironie, soulignant que les organisateurs des différents camps ont toutes les raisons d'être nerveux lundi. Cela dit, il n'anticipe pas une forte députation conservatrice au Québec, soulignant que seul le vote «épidermique»

du Bloc québécois, fédéraliste, a déserté pour le PC. M. Fréchette doute aussi de la capacité de la «machine» conservatrice à transformer un succès d'estime en votes dans l'urne.

Quoi qu'il en soit, la campagne aura donné une sérieuse leçon aux cyniques: «Tout le monde se plaignait que les élections étaient inutiles et produiraient le même résultat qu'en 2004. Cela a prouvé que les élections ne sont jamais inutiles. On voit que les gens ont réfléchi», commente Claude Denis.

Avec la collaboration d'Alec Castonguay
Le Devoir
Avec la Presse canadienne

3913
BLEU
NUITSOLDE
du 5 au 28 janvier

3913 Saint-Denis Montréal 514.843.5702

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courrier abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc., dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Québecor St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québecor Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse-Canada est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans *Le Devoir*. *Le Devoir* est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québecor Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement n° 0858, Dépot légal: Bibliothèque nationale du Québec.